



Assemblée générale

PROVISOIRE

A/41/PV.26  
14 octobre 1986

FRANCAIS

Quarante et unième session

ASSEMBLEE GENERALE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA VINGT-SIXIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New York,  
le mardi 7 octobre 1986, à 10 heures

Président : M. THOMPSON (Fidji)  
(Vice-président)

Puis : M. CHOUDHURY (Bangladesh)  
(Président)

Débat général [9] (suite)

Déclarations de

M. Acevedo Peralta (El Salvador)  
M. Gurinovich (RSS de Biélorussie)  
M. Basendwah (Yémen)  
M. Al-Mahdi (Soudan)

---

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

En l'absence du Président, M. Thompson (Fidji), vice-président, assume la présidence.

La séance est ouverte à 10 h 15.

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

DEBAT GENERAL

M. ACEVEDO PERALTA (El Salvador) (interprétation de l'espagnol) :  
Monsieur le Président, je voudrais vous exprimer mes sincères félicitations à l'occasion de votre accession à la charge la plus élevée de la quarante et unième session de l'Assemblée générale des Nations Unies et vous souhaiter plein succès dans votre mandat. Nous sommes certains que sous votre direction avisée, l'Assemblée générale parviendra à des formules d'entente qui contribueront, sans aucun doute, dans une très grande mesure, à la solution des problèmes internationaux dont nous avons à connaître.

Je voudrais également exprimer ma reconnaissance pour son oeuvre louable et difficile, au Secrétaire général, M. Pérez de Cuéllar, dont le dévouement à la cause de la paix et de la coopération internationale mérite le ferme et plein appui de tous les Etats Membres de l'Organisation.

J'apporte aujourd'hui à l'Assemblée le message d'un peuple héroïque qui a appris, entre bien d'autres choses, à écouter les autres, et leur demande aujourd'hui de prêter une oreille compréhensive à ses propres problèmes.

C'est l'odyssée d'un peuple, d'un gouvernement et de son chef, et d'une armée, qui à un certain moment de leur histoire, ont décidé, avec un courage épique, de laisser derrière eux la sombre nuit de la dictature et de l'oppression.

El Salvador tient à conter, une fois encore, son histoire et à demander à la communauté internationale de faire montre de la compréhension qui devrait lui donner l'encouragement dont il a besoin pour poursuivre fermement sa voie vers la démocratie authentique et le bien commun. C'est dans le sang, les larmes et la douleur que malheureusement nous avons dû obtenir notre libération définitive, grâce au pluralisme et à la justice sociale. Et plus le prix à payer est lourd, plus les efforts nécessaires pour arriver au but doivent être déterminés.

Après six ans de révolution démocratique, El Salvador abat irrésistiblement la barrière de l'incompréhension et marche d'un pas sûr vers la consolidation de la base d'une société plus juste, plus égalitaire, plus solidaire et plus démocratique.

M. Acevedo Peralta (El Salvador)

Il est certain que les entrepreneurs occupent une place importante dans notre conception économique-sociale, tout comme il est certain que tous les Salvadoriens doivent contribuer par leurs sacrifices et leur travail aux dépenses qu'entraînent la justice sociale et un conflit inhumain.

C'est dans ce sens que nous prions instamment l'entreprise privée salvadorienne de répondre, sans hésitation, réticence ni préjudice, à l'appel de la patrie et de se lancer avec résolution dans la voie de l'investissement et du développement, pleinement consciente de ce que son effort ne bénéficiera qu'à la démocratie.

El Salvador a changé. C'est pourquoi nous, Salvadoriens, déplorons que la révolution librement menée, comme celle que nous vivons et poursuivons quotidiennement dans le sang et la douleur, soit incomprise et souvent dépréciée, par certains gouvernements qui, comme ceux de Cuba et du Nicaragua, se sont faits gratuitement nos détracteurs, en oubliant que, depuis des décennies, le premier maintient son peuple sous le joug inflexible de la démocratie à parti unique, totalitaire et cruelle et que l'autre, malheureusement, s'engage dans la même voie.

Il s'ensuit qu'il est parfois difficile de comprendre pourquoi le système international se trouve dans l'impossibilité d'agir avec un plus grand souci de justice égalitaire, étant donné qu'il n'échappe à personne que ces gouvernements ont mérité d'avoir un rapporteur spécial sur les droits de l'homme alors que ceux-ci y sont bafoués de manière flagrante et permanente.

El Salvador a changé. Nous sommes persuadés que son pluralisme, ce pluralisme sur lequel se fonde la liberté de l'être humain et qui la nourrit, la démocratie ne peut être réalisée. C'est pourquoi mon gouvernement s'est proposé de l'encourager, en établissant un cadre pour la pratique authentique et sans restriction du respect de la liberté d'expression, liberté qui est vécue et qu'exercent quotidiennement la vaste gamme des institutions qui jouissent dans mon pays de ce droit inaliénable.

M. Acevedo Peralta (El Salvador)

Le Gouvernement d'El Salvador, que préside M. José Napoleón Duarte, encourage le respect des droits de l'homme; c'est sur cette question si délicate que mon peuple a fait les progrès les plus importants. Il convient de souligner les acquis importants en matière militaire, où l'on a réalisé des progrès notables pour faire de notre armée une armée plus technique et plus professionnelle, afin qu'elle puisse promouvoir la concorde et l'harmonie entre tous les Salvadoriens. Il est important de signaler les efforts concrets faits dans ce domaine, qui ont permis de sanctionner les abus d'autorité et les autres formes de violence aveugle. C'est ainsi que l'on a procédé à l'arrestation de 637 membres des forces armées, qui ont été traduits devant les tribunaux de droit commun pour y répondre de divers délits commis contre la population.

Par ailleurs, en ce qui concerne les assassinats politiques, les chiffres témoignent d'un déclin incontestable. Ainsi, en 1986, ils ne représentent que 2 p. 100 de ceux enregistrés en 1980; et ces assassinats ne sont pour la plupart pas, directement ou indirectement, imputables à des éléments de la force armée.

Bien au contraire, le peuple salvadorien a vu avec tristesse et stupeur des éléments du FDR/FMLN perpétrer des actes terroristes qui vont de la destruction de nombreux centres téléphoniques à l'attaque à l'arme automatique d'autobus, aux incendies de silos de café, aux destructions massives d'installations électriques jusqu'aux attentats à la bombe qui ont mutilé de nombreuses victimes, plus particulièrement chez les paysans, qui sont malheureusement souvent la cible de ces violences aveugles qui n'épargnent pas les enfants.

Cela révèle le degré de désespoir atteint par la guérilla qui connaît des désertions massives, la perte définitive d'un quelconque appui populaire et d'une reconnaissance internationale et explique pourquoi elle est vouée à une défaite historique.

Nous espérons que le Rapporteur spécial fera mention, dans son prochain rapport, du nombre accru de ceux qui désertent le mouvement et du fait que les déserteurs rejoignent le processus démocratique. Ils savent qu'ils seront bien traités lors de leur réhabilitation, ce qui démontre l'extraordinaire perte d'influence de ces groupes ainsi que le plein respect des droits fondamentaux de la part des forces armées.

M. Acevedo Peralta (El Salvador)

Néanmoins, nous n'ignorons pas l'existence de problèmes et d'erreurs, et nous avons manifesté la volonté de les surmonter et d'humaniser ce conflit imposé à notre peuple déjà si durement éprouvé.

El Salvador a changé. C'est pour cela que mon gouvernement note avec inquiétude l'attitude adoptée par certaines organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales à l'égard de la question des droits de l'homme en El Salvador, sur les conseils de certains gouvernements ou groupes qui voudraient jeter le doute sur la légitimité des institutions démocratiques et favoriser aussi la politique des groupes rebelles dans mon pays. Mon peuple, qui ne ménage aucun effort pour instaurer la paix et la justice, serait heureux que cette instance considère plus objectivement les progrès réalisés en El Salvador dans le domaine des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Il espère qu'elle adoptera une attitude plus compréhensive compte tenu des efforts actuellement entrepris. De même, mon gouvernement estime que, étant donné les mesures qui ont été prises dans ce domaine, la présence continue d'un rapporteur spécial représente une lourde charge pour notre peuple et qu'il serait plus équitable de mettre fin à son mandat.

El Salvador a changé. Nous croyons qu'il n'y a pas de paix sans démocratie et pas de justice sociale sans paix. Le processus de pacification doit faire en sorte qu'il y ait place pour la liberté politique afin que tous les secteurs puissent participer aux affaires de l'Etat et de la société sans recourir à la violence et que les divergences soient graduellement surmontées dans un contexte de dialogue franc et démocratique. Mon gouvernement considère que la paix ne signifie pas seulement la concertation et l'accord pour résoudre les divergences. La paix ne signifie pas seulement l'absence de conflit armé. Elle représente quelque chose de supérieur et de plus profond : la garantie de la sécurité qui permet à l'homme de s'épanouir dans la liberté, la dignité et dans la jouissance des valeurs éternelles. La paix signifie le respect et la reconnaissance du droit des autres, condition préalable à l'unification des volontés permettant de surmonter les problèmes et les difficultés nationales de manière solidaire et constructive.

Devant cette assemblée, le Président de la République, M. José Napoleón Duarte, a présenté, il y a deux ans, une proposition de paix reposant sur un dialogue franc et raisonnable, qui assurerait la stabilité du processus démocratique grâce à l'intégration effective des groupes rebelles à la société dans le cadre de notre constitution, qui établit très clairement la démocratie et le

M. Acevedo Peralta (El Salvador)

pluralisme politique. Cette initiative, exposée avec une conviction démocratique, a connu son expression la plus évidente lors des deux séries de discussions qui se sont tenues à La Palma et à Ayagualo, en octobre et novembre 1984. Cependant, ces réunions ont révélé que pour les groupes rebelles le dialogue constituait un recours tactique de propagande, destiné à frustrer les aspirations de paix et de démocratie du peuple salvadorien. Ils prétendent seulement vouloir rechercher une solution politique du conflit.

Lors de sa visite officielle en mai dernier aux pays du Groupe de Contadora : Argentine, Brésil, Pérou et Uruguay, le Président a offert l'amnistie et la sécurité aux rebelles en échange d'une déclaration publique de leur volonté de renoncer définitivement à la violence et à la guerre en tant que moyen de s'emparer du pouvoir.

En dépit de l'attitude rigide du FDR/FMLN, mon gouvernement continue d'appuyer le processus du dialogue car il relève de sa conception de l'ordre, de la société et de la vie dont nous nous inspirons en tant que nation chrétienne et démocratique. Il convient de souligner que ce processus n'a pas été seulement reconnu et accepté aux plans national et international mais aussi par de nombreux membres et responsables politiques du FDR/FMLN qui ont réintégré la société en récusant la violence et en adoptant les principes et valeurs de la démocratie occidentale.

A l'occasion d'un message à la nation, le 1er juin dernier, le président Duarte a proposé une troisième série de discussions, démontrant ainsi une fois de plus sa volonté politique inébranlable de trouver une solution démocratique au conflit et son sens des responsabilités. Il s'est conformé par là à l'engagement qu'il avait pris devant cette assemblée. Néanmoins, les insurgés ont adopté une position intransigeante en exigeant le retrait de l'armée d'une zone de 300 km<sup>2</sup>, afin de donner l'impression que cette zone est sous leur contrôle en vue d'être reconnus au niveau international, ce qui relève évidemment de l'illusion. Leurs prétentions une fois frustrées, les rebelles ont tout simplement annulé le rendez-vous, en dépit des garanties de sécurité que le gouvernement leur avait offertes en de nombreuses occasions par le passé. Tout ceci démontre le caractère illégitime au plan historique du FDR/FMLN, et confirme, une fois de plus, la légitimité incontestable du Gouvernement d'El Salvador qui a accru son influence internationale. Et c'est avec l'appui de son peuple et avec détermination, sincérité, humilité et honnêteté que le président Duarte a exposé son projet politique et son programme de gouvernement ainsi que la thèse du dialogue national.

M. Acevedo Peralta (El Salvador)

Mon gouvernement est fermement disposé à emprunter la voie du dialogue, car c'est le seul moyen d'instaurer la paix sur notre sol. Cette position, fruit d'un consensus national, jouit du plein appui des forces armées qui ont le devoir d'obéissance et non pas le pouvoir de délibérer, comme l'attestent les paroles adressées à la nation, le 19 septembre, par le commandant en chef des forces armées.

El Salvador, parce qu'il fait partie de la communauté internationale, doit quotidiennement s'achopper à une structure hétérogène caractérisée par l'existence de centres opposés de pouvoir et par une atmosphère d'affrontement idéologique, politique, économique et social, où les divers rapports de force et la domination mondiale deviennent des facteurs fondamentaux dans les relations internationales.

En effet, les principes de non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres Etats, le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des autres, ainsi que de leur égalité souveraine, le non-recours à la menace ou à l'emploi de la force, la coopération pour le développement des peuples, constituent, aujourd'hui plus que jamais, les principes fondamentaux de la politique extérieure d'El Salvador, qui reposent en outre sur la bonne foi et le respect du caractère sacré des traités. Mais ces principes, qui, certes, sont les compléments indispensables de la promotion et de la défense de la démocratie, du respect des droits de l'homme et de la reconnaissance des éléments spécifiques de notre politique interne, n'auraient aucune valeur pour les générations présentes et futures d'El Salvador. Il est donc logique que la politique extérieure d'El Salvador projette vers le monde les principes, objectifs et fondements de sa politique interne.

Cela nous permet de définir et d'édifier notre stratégie sur la base des trois valeurs fondamentales suivantes : la légitimité, en vertu de l'origine du Gouvernement et du processus mis en place pour défendre et renforcer la démocratie; la neutralité, parce que nous n'intervenons pas dans les affaires intérieures d'autres Etats souverains et respectons l'autodétermination des peuples; la démocratie, parce qu'elle se rapproche, par une solidarité commune des pays véritablement démocratiques, libres, pluralistes, actifs et respectueux de la conception occidentale chrétienne de la vie.

Dans le cadre de ce schéma, les objectifs et les moyens indispensables pour atteindre la paix se projettent légitimement et acquièrent leur propre dimension

M. Acevedo Peralta (El Salvador)

sur les plans régional et international, en conférant sérieux, détermination et réalisme à notre politique extérieure.

Ainsi, notre vocation démocratique et pacifique traditionnelle, notre ferveur à l'égard du respect et de la promotion des droits et des libertés fondamentales nous conduisent à condamner énergiquement le régime sud-africain en raison du maintien de pratiques ségrégationnistes, d'un système inhumain d'apartheid, qu'il cherche à étendre aux autres pays voisins.

D'autre part, nous recommandons et réclamons qu'un dialogue honnête et sincère s'instaure, et que des négociations soient menées jusqu'à leur terme, car c'est la seule voie susceptible de résoudre des problèmes, tels que ceux du Moyen-Orient, du Liban et de la Corée. A cet égard, mon gouvernement reconnaît que la formule proposée pour la Corée du Sud en vue de son unification, comporte des éléments positifs et précieux pour la réalisation progressive de cet objectif.

Quant à l'aspect régional de notre politique extérieure, le Gouvernement d'El Salvador estime que s'il est vrai que la crise centraméricaine est due à un système de structure caduque ne répondant pas aux besoins et aux attentes de participation politique et de développement économique de ses peuples, il faut aussi bien prendre conscience que son évolution a pâti du froid schéma de l'affrontement Est-Ouest.

Il ne fait aucun doute que l'absence de normes et de mécanismes propres à garantir la solution de problèmes régionaux a renforcé une situation de non-respect progressif à l'égard des normes et des principes du droit international.

Dès lors, nous avons estimé qu'il existait un vide politique, diplomatique, juridique et sécuritaire en Amérique centrale, qu'il convient de combler au plus vite pour élaborer et adopter des mesures et des procédures susceptibles de dissuader les intentions de déstabilisation interne et externe qui menacent nos démocraties.

Dans cette optique, le Gouvernement d'El Salvador a maintenu une position de soutien total et indéfectible au Groupe de Contadora, car il le considère comme l'instance la plus à même de combler ce vide et de renforcer les conditions susceptibles de mener à des accords globaux, simultanés, régionaux, multilatéraux et vérifiables, qui permettront sans nul doute de restaurer la paix, la sécurité, la démocratie et un développement soutenu.

M. Acevedo Peralta (El Salvador)

Dès la création du Groupe de Contadora, le Gouvernement d'El Salvador a fait la preuve qu'il était fermement décidé à trouver une solution politique à la crise régionale et a, par conséquent, souscrit à l'Accord de Contadora, que mon gouvernement a qualifié de document unique, final, irréfutable et fiable.

Il est unique, puisqu'il est nécessaire et suffisant pour instaurer la paix, la démocratie pluraliste, la sécurité et le développement économique et social.

Il est final, puisqu'il représente l'aboutissement d'un effort latino-américain global dans le cadre d'un processus de négociations sérieux, échelonné et approuvé par consensus.

Il est irréfutable, de par sa légitimité historique et le sérieux et l'efficacité de ses mécanismes.

Il est fiable de par la confiance et le respect universel dont il a bénéficié.

Cependant, ce dernier projet de l'Accord de Contadora pour la paix et la coopération en Amérique centrale, présenté à notre gouvernement, le 7 juin dernier, n'envisage pas les conditions lui permettant d'être adopté conformément à l'obligation prise par les cinq pays, en vertu du document des objectifs de septembre 1983, qui stipule "l'arrêt de la course aux armements sous toutes ses formes, la tenue de négociations sur le contrôle et la limitation des arsenaux d'armes et le nombre effectif d'armes".

N'oublions pas que, compte tenu de la gravité de la situation en Amérique centrale, la pleine garantie du respect de tous les accords et arrangements contractés, notamment ceux qui régissent les questions d'ordre politique, constituent la condition fondamentale qui décidera du succès des efforts de Contadora. Aussi, je me permets de rappeler la nécessité de garantir l'efficacité des mécanismes d'exécution et de suivi touchant la vérification et le contrôle des engagements politiques, qui figurent dans le document d'objectif.

Enfin, le Gouvernement d'El Salvador, fidèle à sa vocation démocratique et pacifiste, lance un appel au Groupe de Contadora pour qu'il redouble d'efforts afin que le Nicaragua accepte la formule de consensus adoptée dans la région.

Il ne sera pas possible de poursuivre cet effort si le Nicaragua n'opte pas clairement pour cette volonté politique et n'est pas franchement disposé à respecter et appliquer les engagements pris en vertu de l'Accord de Contadora.

M. Acevedo Peralta (El Salvador)

Quant à nous, nous avons donné les preuves les plus nettes de notre bonne foi et de notre ferme désir d'internationaliser le dialogue et la démocratie dans la région, en tant qu'alternative à l'internationalisation du conflit, en remettant à la communauté internationale la "doctrine de Contadora", qui concrétise la noble aspiration des pays centraméricains : bannir et proscrire à tout jamais de la région le spectre funeste des dictatures. Nous avons ainsi clairement montré la légitimité et l'indépendance de la politique extérieure d'El Salvador et sa foi indéfectible dans le dialogue multilatéral.

Comme preuve de la bonne foi de mon gouvernement, je voudrais ici faire appel au Nicaragua pour qu'il abandonne son attitude inopportune et renonce à rompre le processus régional de dialogue et de négociations lancé par Contadora et à recourir à des mesures par lesquelles il prétend résoudre bilatéralement ce conflit régional, dans des instances qui ne pourront jamais offrir une solution qui puisse rivaliser avec le règlement négocié que propose Contadora, de façon simultanée, multilatérale et vérifiable.

M. Acevedo Peralta (El Salvador)

Il est certain que les entrepreneurs occupent une place importante dans notre conception économique-sociale, tout comme il est certain que tous les Salvadoriens doivent contribuer par leurs sacrifices et leur travail aux dépenses qu'entraînent la justice sociale et un conflit inhumain.

C'est dans ce sens que nous prions instamment l'entreprise privée salvadorienne de répondre, sans hésitation, réticence ni préjudice, à l'appel de la patrie et de se lancer avec résolution dans la voie de l'investissement et du développement, pleinement consciente de ce que son effort ne bénéficiera qu'à la démocratie.

El Salvador a changé. C'est pourquoi nous, Salvadoriens, déplorons que la révolution librement menée, comme celle que nous vivons et poursuivons quotidiennement dans le sang et la douleur, soit incomprise et souvent dépréciée, par certains gouvernements qui, comme ceux de Cuba et du Nicaragua, se sont faits gratuitement nos détracteurs, en oubliant que, depuis des décennies, le premier maintient son peuple sous le joug inflexible de la démocratie à parti unique, totalitaire et cruelle et que l'autre, malheureusement, s'engage dans la même voie.

Il s'ensuit qu'il est parfois difficile de comprendre pourquoi le système international se trouve dans l'impossibilité d'agir avec un plus grand souci de justice égalitaire, étant donné qu'il n'échappe à personne que ces gouvernements ont mérité d'avoir un rapporteur spécial sur les droits de l'homme alors que ceux-ci y sont bafoués de manière flagrante et permanente.

El Salvador a changé. Nous sommes persuadés que son pluralisme, ce pluralisme sur lequel se fonde la liberté de l'être humain et qui la nourrit, la démocratie ne peut être réalisée. C'est pourquoi mon gouvernement s'est proposé de l'encourager, en établissant un cadre pour la pratique authentique et sans restriction du respect de la liberté d'expression, liberté qui est vécue et qu'exercent quotidiennement la vaste gamme des institutions qui jouissent dans mon pays de ce droit inaliénable.

M. Acevedo Peralta (El Salvador)

Le Gouvernement d'El Salvador, que préside M. José Napoleón Duarte, encourage le respect des droits de l'homme; c'est sur cette question si délicate que mon peuple a fait les progrès les plus importants. Il convient de souligner les acquis importants en matière militaire, où l'on a réalisé des progrès notables pour faire de notre armée une armée plus technique et plus professionnelle, afin qu'elle puisse promouvoir la concorde et l'harmonie entre tous les Salvadoriens. Il est important de signaler les efforts concrets faits dans ce domaine, qui ont permis de sanctionner les abus d'autorité et les autres formes de violence aveugle. C'est ainsi que l'on a procédé à l'arrestation de 637 membres des forces armées, qui ont été traduits devant les tribunaux de droit commun pour y répondre de divers délits commis contre la population.

Par ailleurs, en ce qui concerne les assassinats politiques, les chiffres témoignent d'un déclin incontestable. Ainsi, en 1986, ils ne représentent que 2 p. 100 de ceux enregistrés en 1980; et ces assassinats ne sont pour la plupart pas, directement ou indirectement, imputables à des éléments de la force armée.

Bien au contraire, le peuple salvadorien a vu avec tristesse et stupeur des éléments du FDR/FMLN perpétrer des actes terroristes qui vont de la destruction de nombreux centres téléphoniques à l'attaque à l'arme automatique d'autobus, aux incendies de silos de café, aux destructions massives d'installations électriques jusqu'aux attentats à la bombe qui ont mutilé de nombreuses victimes, plus particulièrement chez les paysans, qui sont malheureusement souvent la cible de ces violences aveugles qui n'épargnent pas les enfants.

Cela révèle le degré de désespoir atteint par la guérilla qui connaît des désertions massives, la perte définitive d'un quelconque appui populaire et d'une reconnaissance internationale et explique pourquoi elle est vouée à une défaite historique.

Nous espérons que le Rapporteur spécial fera mention, dans son prochain rapport, du nombre accru de ceux qui désertent le mouvement et du fait que les déserteurs rejoignent le processus démocratique. Ils savent qu'ils seront bien traités lors de leur réhabilitation, ce qui démontre l'extraordinaire perte d'influence de ces groupes ainsi que le plein respect des droits fondamentaux de la part des forces armées.

M. Acevedo Peralta (El Salvador)

Néanmoins, nous n'ignorons pas l'existence de problèmes et d'erreurs, et nous avons manifesté la volonté de les surmonter et d'humaniser ce conflit imposé à notre peuple déjà si durement éprouvé.

El Salvador a changé. C'est pour cela que mon gouvernement note avec inquiétude l'attitude adoptée par certaines organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales à l'égard de la question des droits de l'homme en El Salvador, sur les conseils de certains gouvernements ou groupes qui voudraient jeter le doute sur la légitimité des institutions démocratiques et favoriser aussi la politique des groupes rebelles dans mon pays. Mon peuple, qui ne ménage aucun effort pour instaurer la paix et la justice, serait heureux que cette instance considère plus objectivement les progrès réalisés en El Salvador dans le domaine des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Il espère qu'elle adoptera une attitude plus compréhensive compte tenu des efforts actuellement entrepris. De même, mon gouvernement estime que, étant donné les mesures qui ont été prises dans ce domaine, la présence continue d'un rapporteur spécial représente une lourde charge pour notre peuple et qu'il serait plus équitable de mettre fin à son mandat.

El Salvador a changé. Nous croyons qu'il n'y a pas de paix sans démocratie et pas de justice sociale sans paix. Le processus de pacification doit faire en sorte qu'il y ait place pour la liberté politique afin que tous les secteurs puissent participer aux affaires de l'Etat et de la société sans recourir à la violence et que les divergences soient graduellement surmontées dans un contexte de dialogue franc et démocratique. Mon gouvernement considère que la paix ne signifie pas seulement la concertation et l'accord pour résoudre les divergences. La paix ne signifie pas seulement l'absence de conflit armé. Elle représente quelque chose de supérieur et de plus profond : la garantie de la sécurité qui permet à l'homme de s'épanouir dans la liberté, la dignité et dans la jouissance des valeurs éternelles. La paix signifie le respect et la reconnaissance du droit des autres, condition préalable à l'unification des volontés permettant de surmonter les problèmes et les difficultés nationales de manière solidaire et constructive.

Devant cette assemblée, le Président de la République, M. José Napoleón Duarte, a présenté, il y a deux ans, une proposition de paix reposant sur un dialogue franc et raisonnable, qui assurerait la stabilité du processus démocratique grâce à l'intégration effective des groupes rebelles à la société dans le cadre de notre constitution, qui établit très clairement la démocratie et le

M. Acevedo Peralta (El Salvador)

pluralisme politique. Cette initiative, exposée avec une conviction démocratique, a connu son expression la plus évidente lors des deux séries de discussions qui se sont tenues à La Palma et à Ayagualo, en octobre et novembre 1984. Cependant, ces réunions ont révélé que pour les groupes rebelles le dialogue constituait un recours tactique de propagande, destiné à frustrer les aspirations de paix et de démocratie du peuple salvadorien. Ils prétendent seulement vouloir rechercher une solution politique du conflit.

Lors de sa visite officielle en mai dernier aux pays du Groupe de Contadora : Argentine, Brésil, Pérou et Uruguay, le Président a offert l'amnistie et la sécurité aux rebelles en échange d'une déclaration publique de leur volonté de renoncer définitivement à la violence et à la guerre en tant que moyen de s'emparer du pouvoir.

En dépit de l'attitude rigide du FDR/FMLN, mon gouvernement continue d'appuyer le processus du dialogue car il relève de sa conception de l'ordre, de la société et de la vie dont nous nous inspirons en tant que nation chrétienne et démocratique. Il convient de souligner que ce processus n'a pas été seulement reconnu et accepté aux plans national et international mais aussi par de nombreux membres et responsables politiques du FDR/FMLN qui ont réintégré la société en récusant la violence et en adoptant les principes et valeurs de la démocratie occidentale.

A l'occasion d'un message à la nation, le 1er juin dernier, le président Duarte a proposé une troisième série de discussions, démontrant ainsi une fois de plus sa volonté politique inébranlable de trouver une solution démocratique au conflit et son sens des responsabilités. Il s'est conformé par là à l'engagement qu'il avait pris devant cette assemblée. Néanmoins, les insurgés ont adopté une position intransigeante en exigeant le retrait de l'armée d'une zone de 300 km<sup>2</sup>, afin de donner l'impression que cette zone est sous leur contrôle en vue d'être reconnus au niveau international, ce qui relève évidemment de l'illusion. Leurs prétentions une fois frustrées, les rebelles ont tout simplement annulé le rendez-vous, en dépit des garanties de sécurité que le gouvernement leur avait offertes en de nombreuses occasions par le passé. Tout ceci démontre le caractère illégitime au plan historique du FDR/FMLN, et confirme, une fois de plus, la légitimité incontestable du Gouvernement d'El Salvador qui a accru son influence internationale. Et c'est avec l'appui de son peuple et avec détermination, sincérité, humilité et honnêteté que le président Duarte a exposé son projet politique et son programme de gouvernement ainsi que la thèse du dialogue national.

M. Acevedo Peralta (El Salvador)

Mon gouvernement est fermement disposé à emprunter la voie du dialogue, car c'est le seul moyen d'instaurer la paix sur notre sol. Cette position, fruit d'un consensus national, jouit du plein appui des forces armées qui ont le devoir d'obéissance et non pas le pouvoir de délibérer, comme l'attestent les paroles adressées à la nation, le 19 septembre, par le commandant en chef des forces armées.

El Salvador, parce qu'il fait partie de la communauté internationale, doit quotidiennement s'achopper à une structure hétérogène caractérisée par l'existence de centres opposés de pouvoir et par une atmosphère d'affrontement idéologique, politique, économique et social, où les divers rapports de force et la domination mondiale deviennent des facteurs fondamentaux dans les relations internationales.

En effet, les principes de non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres Etats, le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des autres, ainsi que de leur égalité souveraine, le non-recours à la menace ou à l'emploi de la force, la coopération pour le développement des peuples, constituent, aujourd'hui plus que jamais, les principes fondamentaux de la politique extérieure d'El Salvador, qui reposent en outre sur la bonne foi et le respect du caractère sacré des traités. Mais ces principes, qui, certes, sont les compléments indispensables de la promotion et de la défense de la démocratie, du respect des droits de l'homme et de la reconnaissance des éléments spécifiques de notre politique interne, n'auraient aucune valeur pour les générations présentes et futures d'El Salvador. Il est donc logique que la politique extérieure d'El Salvador projette vers le monde les principes, objectifs et fondements de sa politique interne.

Cela nous permet de définir et d'édifier notre stratégie sur la base des trois valeurs fondamentales suivantes : la légitimité, en vertu de l'origine du Gouvernement et du processus mis en place pour défendre et renforcer la démocratie; la neutralité, parce que nous n'intervenons pas dans les affaires intérieures d'autres Etats souverains et respectons l'autodétermination des peuples; la démocratie, parce qu'elle se rapproche, par une solidarité commune des pays véritablement démocratiques, libres, pluralistes, actifs et respectueux de la conception occidentale chrétienne de la vie.

Dans le cadre de ce schéma, les objectifs et les moyens indispensables pour atteindre la paix se projettent légitimement et acquièrent leur propre dimension

M. Acevedo Peralta (El Salvador)

sur les plans régional et international, en conférant sérieux, détermination et réalisme à notre politique extérieure.

Ainsi, notre vocation démocratique et pacifique traditionnelle, notre ferveur à l'égard du respect et de la promotion des droits et des libertés fondamentales nous conduisent à condamner énergiquement le régime sud-africain en raison du maintien de pratiques ségrégationnistes, d'un système inhumain d'apartheid, qu'il cherche à étendre aux autres pays voisins.

D'autre part, nous recommandons et réclamons qu'un dialogue honnête et sincère s'instaure, et que des négociations soient menées jusqu'à leur terme, car c'est la seule voie susceptible de résoudre des problèmes, tels que ceux du Moyen-Orient, du Liban et de la Corée. A cet égard, mon gouvernement reconnaît que la formule proposée pour la Corée du Sud en vue de son unification, comporte des éléments positifs et précieux pour la réalisation progressive de cet objectif.

Quant à l'aspect régional de notre politique extérieure, le Gouvernement d'El Salvador estime que s'il est vrai que la crise centraméricaine est due à un système de structure caduque ne répondant pas aux besoins et aux attentes de participation politique et de développement économique de ses peuples, il faut aussi bien prendre conscience que son évolution a pâti du froid schéma de l'affrontement Est-Ouest.

Il ne fait aucun doute que l'absence de normes et de mécanismes propres à garantir la solution de problèmes régionaux a renforcé une situation de non-respect progressif à l'égard des normes et des principes du droit international.

Dès lors, nous avons estimé qu'il existait un vide politique, diplomatique, juridique et sécuritaire en Amérique centrale, qu'il convient de combler au plus vite pour élaborer et adopter des mesures et des procédures susceptibles de dissuader les intentions de déstabilisation interne et externe qui menacent nos démocraties.

Dans cette optique, le Gouvernement d'El Salvador a maintenu une position de soutien total et indéfectible au Groupe de Contadora, car il le considère comme l'instance la plus à même de combler ce vide et de renforcer les conditions susceptibles de mener à des accords globaux, simultanés, régionaux, multilatéraux et vérifiables, qui permettront sans nul doute de restaurer la paix, la sécurité, la démocratie et un développement soutenu.

M. Acevedo Peralta (El Salvador)

Dès la création du Groupe de Contadora, le Gouvernement d'El Salvador a fait la preuve qu'il était fermement décidé à trouver une solution politique à la crise régionale et a, par conséquent, souscrit à l'Accord de Contadora, que mon gouvernement a qualifié de document unique, final, irréfutable et fiable.

Il est unique, puisqu'il est nécessaire et suffisant pour instaurer la paix, la démocratie pluraliste, la sécurité et le développement économique et social.

Il est final, puisqu'il représente l'aboutissement d'un effort latino-américain global dans le cadre d'un processus de négociations sérieux, échelonné et approuvé par consensus.

Il est irréfutable, de par sa légitimité historique et le sérieux et l'efficacité de ses mécanismes.

Il est fiable de par la confiance et le respect universel dont il a bénéficié.

Cependant, ce dernier projet de l'Accord de Contadora pour la paix et la coopération en Amérique centrale, présenté à notre gouvernement, le 7 juin dernier, n'envisage pas les conditions lui permettant d'être adopté conformément à l'obligation prise par les cinq pays, en vertu du document des objectifs de septembre 1983, qui stipule "l'arrêt de la course aux armements sous toutes ses formes, la tenue de négociations sur le contrôle et la limitation des arsenaux d'armes et le nombre effectif d'armes".

N'oublions pas que, compte tenu de la gravité de la situation en Amérique centrale, la pleine garantie du respect de tous les accords et arrangements contractés, notamment ceux qui régissent les questions d'ordre politique, constituent la condition fondamentale qui décidera du succès des efforts de Contadora. Aussi, je me permets de rappeler la nécessité de garantir l'efficacité des mécanismes d'exécution et de suivi touchant la vérification et le contrôle des engagements politiques, qui figurent dans le document d'objectif.

Enfin, le Gouvernement d'El Salvador, fidèle à sa vocation démocratique et pacifiste, lance un appel au Groupe de Contadora pour qu'il redouble d'efforts afin que le Nicaragua accepte la formule de consensus adoptée dans la région.

Il ne sera pas possible de poursuivre cet effort si le Nicaragua n'opte pas clairement pour cette volonté politique et n'est pas franchement disposé à respecter et appliquer les engagements pris en vertu de l'Accord de Contadora.

M. Acevedo Peralta (El Salvador)

Quant à nous, nous avons donné les preuves les plus nettes de notre bonne foi et de notre ferme désir d'internationaliser le dialogue et la démocratie dans la région, en tant qu'alternative à l'internationalisation du conflit, en remettant à la communauté internationale la "doctrine de Contadora", qui concrétise la noble aspiration des pays centraméricains : bannir et proscrire à tout jamais de la région le spectre funeste des dictatures. Nous avons ainsi clairement montré la légitimité et l'indépendance de la politique extérieure d'El Salvador et sa foi indéfectible dans le dialogue multilatéral.

Comme preuve de la bonne foi de mon gouvernement, je voudrais ici faire appel au Nicaragua pour qu'il abandonne son attitude inopportune et renonce à rompre le processus régional de dialogue et de négociations lancé par Contadora et à recourir à des mesures par lesquelles il prétend résoudre bilatéralement ce conflit régional, dans des instances qui ne pourront jamais offrir une solution qui puisse rivaliser avec le règlement négocié que propose Contadora, de façon simultanée, multilatérale et vérifiable.

M. Acevedo Peralta (El Salvador)

De même, nous le prions de nous donner des signes évidents de bonne volonté sur le plan régional, et de renoncer à être le centre permanent de la subversion salvadorienne et internationale, violant ainsi de façon flagrante le droit international.

Face à cette détérioration de la situation subrégionale, la nécessité s'impose pour les pays centraméricains de créer et de revitaliser les instances régionales qui viennent compléter les travaux du Groupe de Contadora, ce qui leur permettrait d'être les protagonistes dans la recherche de solutions par consensus à leurs propres problèmes, grâce à une reconnaissance réaliste des facteurs d'unité et de divergence qui existent.

Dans cet esprit, El Salvador contribue activement à la constitution du parlement centraméricain, conçu comme une instance délibérante qui permettrait de discuter et de parvenir à des accords sur les problèmes qui nous préoccupent et qui, éventuellement, pourrait agir comme un mécanisme de suivi, de vérification et de contrôle de tout engagement pris par les Etats d'Amérique centrale.

Personne ne pourra nier que nous avons donné des preuves évidentes de volonté politique en vue de soustraire les problèmes centraméricains du cadre de la confrontation Est-Ouest, puisque nous avons été les premiers à ratifier le Traité de coopération entre la Communauté économique européenne et les pays d'Amérique centrale, car nous estimons que le perfectionnement du dialogue interrégional contribuera dans une grande mesure à diversifier les pôles d'intérêt mondiaux dans la région.

Comme le disait fort bien un dirigeant sud-américain : "Le succès de la démocratie récente en Amérique latine dépend de sa capacité à résoudre les grands problèmes économiques et sociaux de notre temps".

Mon gouvernement est parfaitement conscient de ce que les déséquilibres structureaux internes des pays en voie de développement proviennent dans une large mesure de la persistance de relations économiques internationales injustes. Tout cela, ajouté au service élevé de la dette extérieure, nous montre à quel point nos pays respectifs sont dépendants des centres mondiaux, et combien cette situation et les effets qui en découlent contribuent de façon significative à aggraver à son tour le déséquilibre de nos économies, provoquant en même temps une instabilité socio-politique croissante qui, outre qu'elle a pour effet de détériorer la qualité de vie de nos peuples, porte finalement atteinte au renforcement des processus démocratiques.

M. Acevedo Peralta (El Salvador)

Actuellement, de nombreux pays ont mis en oeuvre des méthodes de réajustement économique maximum, à un prix social élevé, aboutissant à une réduction des niveaux de productivité et créant un déséquilibre entre les recettes et les dépenses fiscales qui a rendu beaucoup plus difficile la stabilisation et la relance économique.

Devant une telle situation, il devient impératif de renforcer la coopération Nord-Sud, laquelle doit se fonder sur la justice et être caractérisée par une plus grande souplesse de la part des économies développées, qui doivent contribuer en fait au renforcement des échanges structurels nécessaires à nos pays, créant ainsi des conditions de stabilité politique, économique et sociale, et non le contraire.

Comme le disait récemment le Président du Costa Rica, dans sa déclaration devant cette instance, en parlant de "la banque internationale" :

"Hier, il ne lui importait guère que son argent serve à maintenir le despote au pouvoir. Aujourd'hui, que lui importent les souffrances de celui qui paie au prix de sa liberté!" (A/41/PV.9, p. 9/10)

Mon gouvernement désire lancer un appel urgent à la réflexion aux gouvernements des pays industrialisés, afin qu'ils comprennent que l'aggravation de la crise économique dans les pays pauvres porte atteinte à leurs propres intérêts, car cela revient visiblement à nier à de vastes secteurs de l'humanité la possibilité de s'affirmer sur le plan national et de choisir eux-mêmes leurs propres formes de vie, à les conduire à un désespoir extrême et à provoquer chez eux un affaiblissement progressif de la crédibilité du système démocratique en tant que forme idéale d'existence, mettant ainsi en danger sa justification historique et favorisant par contre d'autres schémas politiques qui sont déjà dépassés pour nos peuples.

Enfin, nous ne devons pas oublier, ainsi que le disait S. S. le pape Paul VI "que le développement est le nouveau nom de la paix".

Le Gouvernement d'El Salvador partage pleinement la préoccupation de la communauté internationale devant l'accroissement des actes terroristes qui prolifèrent dans diverses parties du monde, et qui chaque jour font de plus en plus de victimes innocentes.

La destruction de la propriété publique et de l'infrastructure économique, les massacres aveugles, la prise d'otages et la pose d'engins explosifs dans des lieux publics, caractérisent l'attitude des groupes armés qui opèrent dans mon pays, lesquels, persuadés de l'impossibilité d'une victoire dans le domaine

M. Acevedo Peralta (El Salvador)

politico-militaire, ont choisi d'avoir recours à de tels actes, dans le but de faire croire sur le plan interne et externe à une capacité d'action apparente, et dans le but également de démoraliser le peuple.

Mon gouvernement réaffirme qu'il est prêt à s'associer à fond à toutes les mesures qui pourraient être prises sur le plan international pour combattre ce fléau, car aucune cause idéologique ou politique ne peut rendre acceptable, compréhensible ni justifiable le fait que l'humanité se voie menacée par ces méthodes irrationnelles qui mettent au ban de la société les organisations inhumaines qui y ont recours.

Il serait injuste à l'égard de l'engagement historique de deux peuples frères qui poursuivent de concert des objectifs communs de ne pas attirer aujourd'hui l'attention de la communauté internationale, comme preuve de la volonté et de la vocation pacifistes de nos gouvernements, sur la mise en oeuvre loyale du traité général de paix souscrit entre les Républiques d'El Salvador et du Honduras, le 30 octobre 1980, à Lima, par lequel ils décidaient de mettre fin aux différends qui avaient pu les opposer à un certain moment.

Nous fondant sur cet instrument, nous sommes tombés d'accord pour soumettre conjointement à l'examen de la Cour internationale de Justice le conflit frontalier, terrestre, insulaire et maritime qui nous divisait, comme un exemple de notre conviction selon laquelle les tensions et les différends internationaux doivent être surmontés dans le respect des principes du droit international.

Les pourparlers et négociations en vue d'arriver par la suite à ce compromis, enregistré hier devant cette organisation, se sont déroulés dans une atmosphère d'amitié et d'entente mutuelle, contribuant ainsi au renforcement des liens de coopération entre El Salvador et le Honduras.

Mon pays réaffirme sa volonté indéfectible de respecter la sentence de la Cour internationale de Justice en ce qui concerne le différend limitrophe, parce que nous pensons et sommes entièrement convaincus que la plus haute instance judiciaire internationale émettra un verdict inspiré par le droit et la justice.

De même, nos gouvernements, en coopération avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et avec le soutien du Comité intergouvernemental pour les migrations, ont mis sur pied un programme en vue de créer les conditions et la confiance nécessaires afin que le rapatriement des réfugiés salvadoriens au Honduras soit volontaire, graduel et planifié, permettant ainsi la réinstallation de la population dans ses différents lieux d'origine. Cet effort se place dans le

M. Acevedo Peralta (El Salvador)

cadre de la conception profondément humanitaire que mon gouvernement a toujours imprimée au conflit que nous vivons malheureusement.

El Salvador croit que la démocratie et la liberté sont des valeurs auxquelles s'oppose l'accélération de la course aux armements dont souffre le monde.

En effet, dans le cas de l'Amérique centrale, il est impossible aux gouvernements de la région d'assumer leurs responsabilités historiques à l'égard du développement économique et social de leurs peuples, s'ils se voient obligés de détourner leurs maigres ressources et de les consacrer à l'acquisition de grandes quantités d'armements qui dépassent leurs besoins purement défensifs. C'est pourquoi le gouvernement sandiniste doit renoncer à sa conception de la sécurité nationale du peuple en armes et de l'exportation de la révolution. C'est pourquoi, par contre, il doit accepter, tout comme nous, la fixation de limites maximums à son arsenal actuel, permettant ainsi d'établir un équilibre entre les forces de la région, tel que nous l'avons toujours proposé - et que nous continuons de le proposer - au sein du Groupe de Contadora.

Je voudrais maintenant vous parler de la crise que traversent les Nations Unies dans la voie de la réalisation des buts et principes qui ont été à l'origine de leur création. De l'avis de mon gouvernement, cette crise n'est pas limitée exclusivement au domaine financier, mais elle présente des aspects beaucoup plus profonds liés à la confiance en la capacité de l'Organisation de contribuer à résoudre les problèmes les plus aigus de notre temps.

M. Acevedo Peralta (El Salvador)

C'est pourquoi nous sommes disposés à appuyer les efforts visant à restructurer l'Organisation, de manière à lui permettre d'assumer à nouveau ses fonctions et ses pouvoirs et de la rendre véritablement efficace, rétablissant du même coup la confiance totale que les Etats Membres ont placée en elle.

A cet égard, nous rendons hommage aux efforts déployés par le Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuéllar, dont nous appuierions résolument la réélection s'il en manifestait le désir.

El Salvador a changé; c'est pourquoi il désire lancer un vibrant appel à la communauté internationale, et notamment à tous les pays démocratiques du monde, pour qu'ils serrent les rangs pour défendre la démocratie pluraliste et participative qui se consolide actuellement en El Salvador, au prix de beaucoup d'efforts et de sang, et pour la protéger, grâce à sa coopération technique et financière, de la menace que fait peser sur elle l'absence des ressources indispensables pour assurer le bien-être économique, social et culturel auquel aspire tout être humain vivant en démocratie.

Enfin, on sait qu'il ne faut pas parler sans réfléchir ni promettre sans tenir. Nous estimons que le président Duarte et son gouvernement ont tenu leur promesse; notre gouvernement est un véritable gouvernement.

C'est pourquoi nous sommes certains que le jour n'est pas loin où tous les Salvadoriens, après la sombre et longue nuit de la haine et de la rancœur, entonneront à l'unisson les paroles de notre hymne national, qui nous rappellent que "le rêve d'El Salvador a toujours été la paix dans le bonheur suprême, l'obtenir son éternel problème et la conserver sa plus grande gloire".

M. GURINOVICH (République socialiste soviétique de Biélorussie)  
(interprétation du russe) : Beaucoup de mots ont été prononcés depuis cette tribune. Toutes sortes de mots. Mais ceux que l'on a entendus le plus sont ceux qui, malgré leur emploi répété au fil des ans, n'ont rien perdu de leur importance. Leur valeur permanente est déterminée par les concepts qu'ils renferment. La paix, la sécurité, la liberté des peuples, la prospérité, un avenir radieux pour l'humanité, appartiennent à ce genre de mots. Ils revêtent une signification particulière lorsqu'ils sont appuyés par des propositions concrètes et des mesures pratiques visant à ce que ces idéaux s'inscrivent de façon permanente dans les relations internationales et deviennent la règle à suivre pour les générations futures.

M. Gurinovich (RSS de Biélorussie)

Aujourd'hui, l'humanité passe par une étape particulièrement délicate de son histoire. La question qui se pose à elle en ce moment est la suivante : l'histoire va-t-elle se poursuivre sous le signe de la raison et de l'édification pacifique ou bien s'agira-t-il d'une catastrophe générale? Au cours des millénaires précédents, l'humanité, surmontant les épreuves et mêmes les guerres, s'est toujours tournée avec espoir vers l'avenir, convaincue qu'il serait plus gai et plus clair et que la vie serait meilleure. Aujourd'hui, l'humanité envisage l'avenir avec angoisse, une angoisse suscitée par les injustices sociales, les destructions, la pollution, les maladies, la faim qui frappe des peuples entiers et, par-dessus tout, la menace d'une destruction nucléaire générale. L'humanité ne pourra croire en son avenir que si elle élimine cette menace.

L'élimination de la menace nucléaire et spatiale et l'arrêt de la course aux armements garantiraient à l'humanité la possibilité de protéger sa civilisation au sens le plus noble du terme et de dégager des ressources pour le progrès économique et social. La vie sur une poudrière nucléaire ne peut se dérouler normalement.

L'urgence de la situation et l'ampleur des tâches exigent que la pensée politique soit entièrement revue. Les anciens stéréotypes comme "la force prime le droit", "en politique, la faiblesse est un aveu", "la modération par la dissuasion" etc., toutes faites du même type ont définitivement vécu. Non seulement ils ne peuvent garantir la sécurité des peuples mais ils la menacent directement.

Le Secrétaire général de l'ONU, dans son rapport sur l'activité de l'Organisation à la présente session, a également souligné la nécessité de "prendre un nouveau départ pour essayer de faire sortir certaines questions importantes de l'impasse." (A/41/L, p. 2)

Il est indispensable de se libérer du dogme selon lequel la sécurité d'un Etat se fonde sur la violation de la sécurité d'un autre. En cette ère spatiale et nucléaire, la véritable sécurité ne peut être que la sécurité générale.

La nouvelle pensée politique doit se traduire dans les faits. S'inspirant de la nécessité de réaliser des progrès en matière de désarmement nucléaire et dans d'autres domaines, le Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, a proposé d'organiser une rencontre d'urgence entre les principaux dirigeants de l'Union soviétique et des Etats-Unis d'Amérique. Cette proposition a été acceptée par le Président des Etats-Unis, M. Reagan. Comme on le sait, la rencontre aura lieu les 11 et 12 octobre prochains

M. Gurinovich (RSS de Biélorussie)

en Islande. Celle-ci devrait donner aux négociations un élan extrêmement puissant et permettre d'ouvrir la voie la plus directe et la plus courte permettant d'arriver à un résultat. A notre avis, l'amélioration des relations soviéto-américaines doit être vue comme un élément favorable non seulement aux intérêts des peuples soviétique et américain, mais à la sécurité de tous.

C'est la volonté d'ouvrir la voie conduisant à la sécurité générale qui a poussé les Etats de la communauté socialiste à soumettre à l'examen de l'ONU une initiative commune sur la création d'un système général de sécurité internationale. La RSS de Biélorussie, qui est l'un des coauteurs de cette proposition, est convaincue que les rapports entre les Etats doivent se fonder sur les principes de la coexistence pacifique et du respect des intérêts mutuels, en premier lieu des intérêts de la sécurité, lesquels seraient assurés par des garanties matérielles, politiques, juridiques, morales et psychologiques et reposeraient sur la coopération. Elles doivent se fonder sur la coopération dans la préservation de la vie sur terre et dans la recherche d'une solution à l'ensemble de problèmes mondiaux, solution dont dépend précisément la qualité de cette vie.

Comme le montre l'expérience, aucun Etat n'est en mesure de se protéger par les seuls moyens techniques et militaires, même s'il réussit à avoir la suprématie militaire sur l'autre partie, ce qui, en soi, est impossible. Compte tenu du caractère des armes contemporaines, la seule façon de garantir la sécurité, c'est de recourir aux moyens politiques. L'ancien ordre des choses doit céder la place à un système général de sécurité internationale englobant toutes les sphères des relations entre les Etats - militaires, politiques, économiques et humanitaires. L'établissement d'un tel système correspondrait de la façon la plus large aux buts et principes de la Charte, renforcerait leur efficacité et accroîtrait l'efficacité de l'Organisation. Ce serait la seule réponse adéquate à la situation dangereuse dans laquelle se trouve aujourd'hui l'humanité.

L'Organisation des Nations Unies, compte tenu de son caractère universel et de l'ensemble des problèmes dont elle a à traiter, constitue le seul forum international permettant de rechercher la solution de ces problèmes. La RSS de Biélorussie, Membre fondateur de l'Organisation, est convaincue que l'ONU, qui vient récemment de fêter son quarantième anniversaire, a la maturité et l'expérience nécessaire pour cela.

M. Gurinovich (RSS de Biélorussie)

Nous sommes réalistes, et nous comprenons qu'un système général de sécurité internationale ne sera pas créé du jour au lendemain par un coup de baguette magique. Il faut que tous les Etats fassent des efforts soutenus pour parvenir à cet objectif. Il faut faire preuve de volonté politique et de clairvoyance, il faut établir le dialogue, il faut savoir et vouloir surmonter les calculs conjoncturels, égoïstes et myopes pour trouver des compromis mutuellement acceptables dans l'intérêt de tous.

La cessation de la course aux armements sur la Terre, l'interdiction de cette course dans l'espace extra-atmosphérique et l'élimination de toutes les armes de destruction massive sont les piliers du système général de sécurité. Johann Gottfried von Herder, le célèbre philosophe et humaniste allemand du XVIIIe siècle, a écrit ce qui suit à une époque où les armes étaient encore, d'après nos critères actuels, très primitives :

"Avec une massue, on ne peut rien construire mais on peut, par contre, beaucoup détruire."

La validité de ces propos est aujourd'hui multipliée par mille. La politique pernicieuse de la course aux armements nous a rapprochés dangereusement de la limite au-delà de laquelle tout peut être anéanti. Le temps lui-même commence à œuvrer contre l'humanité étant donné que la mise au point de nouveaux moyens de destruction, dont le contrôle pourrait bien devenir impossible, se poursuit. Dans ces conditions, il est inopportun de dire que tout peut être à l'origine du climat de méfiance qui s'est instauré dans les relations entre Etats sauf l'accumulation des armements. Sans vouloir s'engager dans une polémique, il faut demander aux partisans de ce postulat : "Les armements engendrent-ils vraiment la confiance?"

Pour sortir du cercle vicieux inhérent à la course aux armements, il faut prendre des mesures pratiques et décisives. La politique de l'Union soviétique et de tous les Etats de la communauté socialiste, qui rejettent les clichés de l'affrontement, les stéréotypes de la pensée politique et les difficultés créées artificiellement, ouvre de véritables possibilités à cet égard. L'URSS donne la preuve, par l'adoption de mesures pratiques, qu'elle est disposée à rechercher des solutions de compromis à tous les problèmes qui suscitent controverses ou soupçons.

Les propositions soviétiques du 15 janvier 1986 qui comprennent le schéma d'un programme de désarmement nucléaire général et complet d'ici à l'an 2000 correspondent aux nouvelles exigences du monde d'aujourd'hui. Ces propositions,

M. Gurinovich (RSS de Biélorussie)

radicales quant à leur objectif - éliminer de la planète non seulement les armes nucléaires mais également les armes chimiques et les autres types d'armes de destruction massive - prévoient l'adoption de mesures appropriées de contrôle et de respect scrupuleux, à chaque étape de la mise en oeuvre, du principe de la sécurité non diminuée de tous les Etats. Elles se fondent sur le fait que l'Union des Républiques socialistes soviétiques et les Etats-Unis d'Amérique doivent, par l'adoption de mesures réelles de désarmement, donner l'exemple aux autres puissances nucléaires.

Un vaste programme de "paix des étoiles", qui vise le développement d'une coopération pacifique diversifiée dans l'espace extra-atmosphérique dans l'intérêt de tous les Etats et la création d'une organisation spatiale mondiale, a été présenté à l'Organisation des Nations Unies. Cet objectif contraste nettement avec les plans dangereux de la "guerre des étoiles", et toute personne sensée voit clairement laquelle des deux solutions répond aux intérêts des habitants de notre planète.

En effet, si notre but est d'éliminer réellement, et pas seulement en paroles, les armes nucléaires, pourquoi suivre une voie aussi dangereuse et aussi coûteuse pour notre planète que celle de la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique? Pourquoi renoncer au respect des traités concernant la limitation de la course aux armements et saper les accords favorisant la consolidation de la stabilité? Je veux parler ici des traités concernant la limitation des armes stratégiques et du Traité concernant les missiles antibalistiques conclus entre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et les Etats-Unis d'Amérique. Il y a là quelque chose qui cloche, tant du point de vue de la logique que de celui des intentions véritables. Il existe pourtant une voie toute simple et toute droite à prendre, celle de l'élimination progressive et mutuelle des armes nucléaires avant la fin de ce siècle. S'il n'y a plus d'armes nucléaires, la nécessité de s'en préserver disparaîtra d'elle-même.

Il faut souligner que l'Union soviétique ne se contente pas de faire des propositions. Son attitude constructive et sa sincérité sont telles qu'elle a même introduit un nouvel élément important dans la pratique internationale. L'Union des Républiques socialistes soviétiques a en effet pris unilatéralement des mesures de grande portée pour freiner et limiter la course aux armements; il s'agit de la

M. Gurinovich (RSS de Biélorussie)

renonciation à l'emploi en premier des armes nucléaires, de la suppression des mesures de représailles adoptées face au déploiement en Europe des missiles nucléaires américains, du démantèlement d'un nombre important de missiles à moyenne portée déployés en Europe, de la renonciation au déploiement de systèmes antisatellites dans l'espace extra-atmosphérique et, surtout, de la proclamation d'un moratoire unilatéral concernant tous les essais nucléaires à partir du 6 août 1985.

Le moratoire a été prorogé quatre fois, bien que cette décision ait été, pour l'Union soviétique, manifestement difficile et dangereuse à prendre étant donné que les Etats-Unis d'Amérique osent poursuivre sans relâche leurs essais d'armes nucléaires. Compte tenu de la dernière prorogation du moratoire, l'Union soviétique n'aura procédé à aucun essai nucléaire durant l'Année internationale de la paix. Voilà un exemple pratique d'une attitude vraiment responsable à l'égard des problèmes contemporains - un exemple qui renforce l'espoir d'épargner à l'humanité le danger nucléaire.

La cessation et l'interdiction des essais nucléaires mutuellement respectées par l'Union des Républiques socialistes soviétiques et les Etats-Unis d'Amérique sont importantes en soi et constitueraient un pas concret vers le désarmement nucléaire. Ce qu'il faut, c'est résoudre ce problème de manière radicale, et non pas recourir à des demi-mesures. La RSS de Biélorussie espère que les Etats-Unis tiendront compte des appels lancés par l'opinion publique mondiale et reconnaîtront, eux aussi, la nécessité de mettre fin aux essais d'armes nucléaires.

Pour parvenir à éliminer progressivement les armes nucléaires, il faut tenir compte également d'un élément géographique et de questions liées aux niveaux des armements classiques. En conséquence, pour libérer l'Europe des armes nucléaires, on propose d'éliminer les missiles nucléaires de moyenne portée qui y sont déployés et de créer, sur ce continent, des zones exemptes d'armes nucléaires. En outre, les Etats parties au Pacte de Varsovie ont proposé aux Etats membres de l'Organisation du Pacte de l'Atlantique Nord (OTAN) et à tous les pays européens un programme en vue de réduire d'un quart, au cours des prochaines années, les forces armées et les armements classiques déployés en Europe, de l'Atlantique à l'Oural.

De nouvelles propositions ont aussi été présentées en vue de parachever, sans plus tarder, le texte d'une convention sur l'interdiction des armes chimiques et l'élimination des stocks et des installations industrielles de fabrication de ces armes.

M. Gurinovich (RSS de Biélorussie)

Voilà, par conséquent, une liste complète mais brève des principales propositions faites par les pays socialistes, qui se déclarent en outre disposés à examiner sérieusement les initiatives présentées par les autres pays. Telle est notre position qui se fonde sur les décisions adoptées par le vingt-septième Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, qui tient compte des réalités contemporaines, et que nous dicte la responsabilité que nous assumons à l'égard de l'avenir et des intérêts légitimes de toutes les parties.

La réalisation de progrès dans les domaines de l'élimination de la menace nucléaire spatiale et de l'inversement de la course aux armements n'est possible que si nous faisons ensemble des efforts dans ce sens et si nous prenons tous conscience de nos responsabilités. Nous souhaiterions que ceux à qui s'adressent les propositions des Etats de la communauté socialiste et des pays non alignés se montrent prêts à s'engager de concert sur la voie royale du désarmement.

M. Gurinovich (RSS de Biélorussie)

Certains prétendent s'armer pour que les négociations réussissent. De là à mener des négociations pour pouvoir s'armer, il n'y a qu'un pas. En effet, le potentiel militaire qui sert d'atout dans les négociations est régulièrement augmenté et on ne voit toujours pas les négociations réussir. Que se passe-t-il? Aux Etats-Unis, on refuse de comprendre qu'en fondant sa politique sur la force on ne parviendra jamais à des accords loyaux, car la logique de cette politique est de mettre son partenaire à genoux et de lui imposer des solutions injustes. Or, dans le monde d'aujourd'hui, c'est impossible. Il en résulte un renforcement de la tension nucléaire. Est-ce dans l'intérêt bien compris de toutes les nations, y compris des Etats-Unis d'Amérique? La sécurité internationale s'en trouve-t-elle renforcée? La réponse est de toute évidence négative.

Il faut espérer que le syndrome de la militarisation des esprits ne fera pas perdre aux Américains leur pragmatisme et leur sens des réalités. Il faut espérer que le réalisme l'emportera et qu'ils prendront conscience de la nécessité de trouver, ensemble, le moyen d'assainir la situation internationale, de mettre fin à la course insensée aux armements et d'éliminer les armes nucléaires. Le fait que l'URSS et les Etats-Unis se soient mis d'accord sur une réunion au sommet, qui doit avoir lieu tout prochainement à Reykjavik, suscite l'optimisme. Il est important que cette rencontre prépare le terrain à des accords dignes de ce nom qui se concrétiseraient lors de pourparlers et de rencontres ultérieurs.

La réalité montre que la politique militariste et la soif de domination mondiale sont de plus en plus réprouvées, moralement et politiquement parlant, sur la scène internationale. Les efforts tentés pour coloniser les esprits des gens avec des stéréotypes militaristes n'ont pas produit les effets escomptés. Le débat à l'Assemblée générale ne laisse aucun doute à cet égard. En même temps, on peut dire avec certitude que personne ne cherche à mettre les Etats-Unis le dos au mur. Au contraire, chacun voudrait voir les Etats-Unis s'efforcer sincèrement d'améliorer la situation et prendre conscience de la responsabilité qui leur incombe au regard de la paix dans le monde. Chacun comprend que sans la participation constructive des Etats-Unis et d'autres pays il n'y aura pas de solution durable au problème de l'élimination de la menace de guerre, aux douloureux conflits régionaux et autres problèmes internationaux. Les initiatives des Etats socialistes, qui se fondent sur les efforts collectifs, et les documents adoptés à Harare par la réunion des pays membres du Mouvement non aligné témoignent précisément d'une telle attitude.

M. Gurinovich (RSS de Biélorussie)

Quel est l'obstacle? Essentiellement l'antisoviétisme et les représentations erronées de l'idéologie du marxisme-léninisme.

D'aucuns, en Occident, n'ont pas encore compris que tous les hommes, y compris les communistes, avaient autant le droit de vivre et de conserver leurs convictions et leur mode de vie que les anticommunistes. Les milieux dirigeants de l'Occident sont-ils prêts à reconnaître les mêmes droits au socialisme et d'oeuvrer avec lui au renforcement de la paix? Sont-ils capables de surmonter l'inertie de la pensée anticommuniste et d'adopter une attitude propice à la coexistence pacifique des Etats ayant des systèmes sociaux différents?

Nous avons entendu certains affirmer du haut de cette tribune que le marxisme-léninisme est indissociable de la guerre. Rappelons seulement quelques faits, que tout le monde connaît pourtant - ceux qui tiennent de pareils discours notamment. Le premier décret promulgué par l'Etat soviétique a été le décret sur la paix, appel qui, soit dit en passant, a été rejeté par les Etats capitalistes. La paix, c'est l'alpha et l'oméga de la politique étrangère soviétique. Dans le programme actuel du Comité central du Parti communiste, on peut lire : "Un monde sans guerre et sans armements, c'est l'idéal du socialisme." On sait également que l'URSS n'a jamais empiété sur les institutions politiques des autres pays tandis qu'elle-même a été à plusieurs reprises en butte à l'intervention armée et à l'agression. L'antisoviétisme n'est pas mort non plus dans les milieux politiques de certains pays occidentaux. Il se manifeste dans le refus de s'associer à l'engagement pris par l'URSS de ne pas recourir en premier à la force nucléaire. Ils ne veulent pas car cela signifierait l'effondrement des mythes sur la nature agressive du communisme et des bases idéologiques sur lesquelles repose la dynamique de la course aux armements qui est une source de bénéfices astronomiques pour le complexe militaro-industriel.

Il est tout aussi important de trouver de nouvelles méthodes pour régler de manière équitable les conflits régionaux. Ici, le cliché de l'affrontement Est-Ouest ne s'applique pas. Il n'est pas seulement éculé; il déforme complètement les faits. Si l'on veut véritablement faire disparaître ces foyers de tension, commençons par éliminer les problèmes socio-économiques et politiques qui en sont la cause. Telle est, avec le déni du droit des peuples à l'autodétermination, à l'indépendance et à liberté de décider de leur propre destin, la véritable source des conflits. Ce n'est qu'une fois ces problèmes fondamentaux résolus qu'on pourra trouver un règlement d'ensemble, authentique et juste.

M. Gurinovich (RSS de Biélorussie)

Au Moyen-Orient, seuls les efforts conjugués de toutes les parties intéressées permettront un tel règlement fondé sur le retrait des troupes israéliennes de tous les territoires arabes occupés depuis 1967 et le respect des droits nationaux inaliénables du peuple arabe de Palestine, dont son droit à l'autodétermination et à la création d'un Etat indépendant qui lui soit propre. La rapide convocation d'une conférence internationale sur le Moyen-Orient avec la participation de toutes les parties intéressées, dont l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), serait un pas constructif dans cette direction. Et c'est précisément ce que vise la récente proposition soviétique de créer, avec la participation des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, un comité préparatoire à cette conférence.

Les peuples du Nicaragua, de l'Afghanistan et du Kampuchea ont déjà fait leur choix en renversant des régimes antipopulaires. Les tentatives d'empêcher ces peuples d'édifier de nouvelles sociétés sur le modèle qu'il ont choisi doivent cesser sur le champ.

La situation explosive en Afrique australe appelle un règlement politique immédiat. Il faut multiplier les efforts collectifs pour garantir la sécurité des Etats africains indépendants de cette région et pour arriver rapidement à un règlement juste de la question namibienne, conformément aux décisions des Nations Unies. L'adoption, contre le régime raciste d'Afrique du Sud, de sanctions complètes et obligatoires, serait décisive pour l'indépendance de la Namibie et l'élimination du système inhumain de l'apartheid, outre qu'elle favoriserait la paix et la stabilité, dans l'intérêt de tous les peuples de la région, y compris celui de la population blanche d'Afrique du Sud.

Nul doute aussi que la création d'une zone de paix et de coopération stables en Méditerranée répondrait aux intérêts et aux aspirations de toutes les nations de la région, Chypre, la Libye et le Liban, notamment.

Nous maintenons notre soutien aux efforts de la République démocratique populaire de Corée pour renforcer la paix, atténuer les tensions dans la péninsule coréenne et réunifier pacifiquement la Corée. La proposition de la République populaire démocratique de Corée de faire de la région une zone dénucléarisée pourrait être un facteur déterminant dans les efforts visant à éliminer la menace d'une guerre nucléaire.

L'ensemble de la région Asie-Pacifique tient une place toujours plus importante dans les affaires mondiales. Le vaste programme de l'Union soviétique pour y garantir la sécurité et la coopération grâce aux efforts conjugués de tous les Etats répond à l'idée d'un système général de sécurité internationale.

M. Gurinovich (RSS de Biélorussie)

Il faut également s'attaquer sérieusement et systématiquement au problème des droits de l'homme. Il ne s'agit pas seulement de rappeler la Déclaration universelle des droits de l'homme mais encore de faire en sorte que tous les Etats adhèrent aux instruments fondamentaux existant dans ce domaine, tels que les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, la Convention sur la prévention et la répression du crime de génocide, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid.

Malheureusement, tous ceux qui se posent en champions des droits de l'homme ne figurent pas sur la liste des Etats parties à ces instruments, loin de là. L'Union soviétique a proposé que tous les gouvernements adaptent leur législation aux normes internationales existant dans ce domaine. Il semble qu'une telle attitude aille de soi, soit même le b,a=ba dans ce domaine, mais ces mêmes champions des droits de l'homme ne se hâtent pas de réagir positivement.

Le respect des droits socio-économiques des peuples et la garantie d'une sécurité économique équitable pour tous les Etats sont l'instrument clef permettant de résoudre les problèmes économiques de la planète. Méconnaître l'aspiration à une restructuration des relations économiques internationales sur une base juste, démocratique et sans discrimination, blocus illégaux et sanctions et louer l'anarchie du marché, c'est ignorer la réalité. On pourrait dire que c'est cette anarchie qui crée la richesse. En fait, il la crée, mais seul un petit nombre en tire profit. Aux autres, l'anarchie du marché révèle son autre face : chômage, analphabétisme, absence d'assistance médicale, pénurie de logements, injustice dans le commerce international, goulets d'étranglement provoqués par la dette extérieure, famine qui frappe des peuples entiers. Un tel ordre ne saurait en aucune façon être acceptable pour la majorité des habitants de notre planète.

Les tâches que doivent assumer les Nations Unies sont considérables. Pour les mener à bien, des efforts collectifs s'imposent pour accroître l'efficacité des Nations Unies et renforcer leur autorité.

Toutefois, ces dernières années, certains pays occidentaux suivent une politique inverse : ils s'efforcent de saper l'Organisation, de faire obstacle à ses activités, de faire pression sur certains Etats Membres et prennent des mesures discriminatoires contre d'autres Etats. Les Nations Unies sont soumises à un chantage politique et financier. Dans toute société, le chantage est considéré à juste titre comme une manifestation exécrationnelle. Et ce chantage est doublement

M. Gurinovitch (RSS de Biélorussie)

exécration, lorsqu'il s'exerce contre cette organisation universelle qui incarne l'espoir de l'humanité en un monde meilleur.

Quelle politique doivent poursuivre les Etats, s'ils veulent véritablement renforcer la confiance mutuelle et la sécurité? La situation, aujourd'hui, exige de nouvelles attitudes. Le secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, a souligné récemment que :

"La civilisation traverse une étape historique de son développement. Il est grand temps de réfléchir sagement et avec responsabilité, d'adopter une position claire et précise indépendamment des divergences idéologiques et politiques. Il faut mettre en oeuvre le mécanisme d'autoprotection de l'humanité. Il ne faut pas perdre de temps."

Le génie de l'homme nous a ouvert des possibilités considérables mais il a, en même temps, fait peser une grande menace sur l'humanité. L'accident survenu à la centrale nucléaire de Tchernobyl, qui a frappé également la RSS de Biélorussie, l'impossibilité de s'en remettre aveuglément à la technique, aussi moderne soit-elle, que la mort tragique des astronautes américains et les accidents périodiques de la technique informatique ne rendent que trop évidente, soulignent ce dualisme. La matière peut dégager une énergie colossale qui, si elle échappe à tout contrôle, peut effacer toute vie de la surface de la Terre. La guerre nucléaire, si elle se produisait, nous mènerait précisément à cet anéantissement. Il y a toutefois une forme supérieure de la matière : la raison. Elle peut empêcher l'irréversible. Ce qu'il faut maintenant, c'est que les Etats déploient des efforts constants et sincères et ne se contentent pas de paroles, pour empêcher que les forces aveugles et impitoyables ne triomphent sur la raison collective de l'humanité. La tâche des Nations Unies et de la présente session de l'Assemblée générale est précisément de contribuer à mobiliser ces efforts.

La rencontre prochaine du secrétaire général du Comité central du Parti soviétique de l'Union soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, et du président des Etats-Unis, Ronald Reagan, qui a été accueillie avec espoir dans le monde entier, le succès remporté à la Conférence de Stockholm, l'adoption, dans le cadre de l'AIEA, de conventions importantes en vue de renforcer la sécurité de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire ainsi que d'autres progrès encourageants enregistrés sur la scène internationale renforcent notre confiance en la possibilité de parvenir à des accords dans l'intérêt de la paix, de la sécurité, de la liberté, de la justice et de la coopération.

M. BASENDWAH (Yémen) (interprétation de l'arabe) : Monsieur le Président, je suis ici, devant l'Assemblée, pour faire une déclaration au nom de mon pays, la République arabe du Yémen, et je suis perplexe. Dois-je féliciter le Président à l'occasion de son accession à la présidence ou dois-je féliciter l'Assemblée? De toute façon, étant donné ses qualités reconnues et sa longue expérience politique, on ne pouvait faire choix plus judicieux.

Son élection unanime à la présidence de cette session ne peut que souligner l'estime dont le pays ami et fraternel du Bangladesh jouit auprès de nombreuses nations du monde. Ma délégation se félicite d'autant plus de son accession à la présidence que des liens fraternels et amicaux, fondés sur le respect mutuel et la coopération constructive, unissent nos deux pays.

Qu'il me soit permis de féliciter également son prédécesseur, l'ambassadeur de Piniés, dont la présidence de la quarantième session a été pour nous un très grand honneur. Il a présidé cette session avec beaucoup de compétence, de dévouement et d'une manière qui lui a attiré l'approbation et l'admiration de tous.

Je dois également exprimer ma reconnaissance au Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuéllar, pour tous les efforts constants qu'il déploie ainsi que pour sa sincérité et sa détermination au service de notre organisation et notamment de la communauté internationale. Je saisis cette occasion pour lui renouveler nos vœux sincères de bonne santé pour qu'il puisse poursuivre sa tâche difficile de la meilleure façon possible.

M. Basendwah (Yémen)

Nous avons célébré le quarantième anniversaire de l'Organisation au cours de la dernière session de l'Assemblée générale tandis que, dans le même temps, la ville de Genève recevait, le 20 novembre 1985, le premier Sommet entre les deux superpuissances. En dépit des espoirs suscités par cette rencontre, celle-ci n'a pas permis d'aboutir à la détente ou à une amélioration suffisante de la situation internationale, notamment en matière de course aux armements, pour restaurer notre confiance au présent et en l'avenir de l'humanité. Nous éprouvons toujours beaucoup d'appréhension parce que la course aux armements est plus intense que jamais (et n'est pas encore apaisée). Les armes de destruction massive et les arsenaux n'ont pas été éliminés. De surcroît, ces armes ont mille fois le temps de détruire notre monde. Il n'est pas étonnant alors que la vie sur cette planète risque d'être anéantie à chaque instant par la colère ou l'erreur des uns ou des autres contre les uns ou les autres. De même que notre dernière session a coïncidé avec la première rencontre au sommet entre les deux superpuissances, notre présente session coïncide avec le prochain sommet, prévu dans trois jours, dans la capitale de l'Islande, après avoir surmonté des problèmes qui, s'ils n'avaient pas été résolus, auraient empêché la tenue de ce sommet tant attendu. Que Moscou et Washington aient accepté de se rencontrer au plus haut niveau - et à chaque fois qu'ils le font - accroît nos espoirs. Nous formulons le voeu que la Conférence au sommet qui se tiendra le 12 octobre permettra d'aboutir à des accords positifs en vue de mettre un terme, peu à peu, à la course aux armements dont l'objet est de construire de plus en plus d'armes mortelles et destructrices; d'éliminer les armes de destruction massive dont sont bondés les arsenaux des deux superpuissances.

Nous espérons que les deux parties parviendront à un accord concluant à l'inviolabilité de l'espace extra-atmosphérique, ultime asile de l'homme s'il ne savait plus où se réfugier sur terre, ce qu'à Dieu ne plaise. Il est absurde de vouloir militariser imprudemment l'espace extra-atmosphérique, comme si cette planète était beaucoup trop petite pour assouvir les tendances destructrices des partisans de la militarisation. Si le but de cette tentative frénétique est d'imposer son hégémonie sur le monde, il serait utile de rappeler à ceux qui se bercent de cette illusion que les richesses que recèle l'amitié entre les peuples l'emportent sur les richesses que recèle la force brutale. Cette course aux armements nous amène à nous demander si l'humanité est à ce point riche que l'on puisse permettre à certains de gaspiller sa fortune à cette fin. La réponse est non.

M. Basendwah (Yémen)

Il ne fait aucun doute que de nombreux peuples dans le monde souffrent du sous-développement, de la faim et de la maladie. N'est-il pas du devoir de ceux qui gaspillent de si fortes sommes d'argent pour développer des moyens de destruction, de consacrer cet argent à la lutte contre la malnutrition, la pauvreté et le sous-développement? Nous espérons que les deux superpuissances continueront de tenir des réunions au sommet afin de parvenir à des résultats positifs importants qui mettraient un terme à leur folle rivalité dont l'objet est d'acquérir plus d'armes de destruction massive et consacreront leur énergie au service de l'humanité, d'une part, et de l'élimination des arsenaux d'armes de destruction massive, d'autre part.

L'Organisation des Nations Unies qui a été créée pour contribuer à l'instauration de la paix et de la sécurité dans le monde entier est invitée à jouer un rôle beaucoup plus important pour surmonter tous les obstacles qui se dressent sur la voie de ces accords afin que les hommes du monde entier puissent vivre dans la paix aujourd'hui et demain.

Le fait que mon pays, la République arabe du Yémen, s'enorgueillisse de son appartenance au Mouvement des non-alignés est la preuve que seul le non-alignement peut permettre aux pays en développement de faire face aux pressions internationales auxquelles ils sont soumis. Ce mouvement recueille de plus en plus d'adhésion parce qu'un nombre grandissant d'Etats reconnaissent que le non-alignement est l'option idéale qui leur permet de préserver leur indépendance, leur souveraineté nationale et d'éviter le danger de la polarisation.

Je voudrais saisir cette occasion pour vous assurer que le concept qui préside à la conduite des affaires de l'Etat par notre président, le Secrétaire général du Congrès populaire général, le colonel Ali Abdallah Salih, est modéré. Nous estimons que le non-alignement n'est pas une forme de neutralité entre le bien et le mal, mais qu'il est toujours du côté du droit, qu'il défend sa cause et qu'il résiste au mal. Parlant du non-alignement, je tiens à exprimer la satisfaction de mon pays devant le succès de la dernière Conférence au sommet du Mouvement des non-alignés qui s'est tenue à Harare, au Zimbabwe, pays ami. Cela montre, une fois de plus, le rôle important qui est joué par le Mouvement des non-alignés dans le soutien apporté aux efforts de cette organisation multinationale pour promouvoir la paix et la justice dans le monde et régler les différends internationaux et régionaux qui sont légion au sein de la communauté internationale. Cela nous

M. Basendwah (Yémen)

conduit à louer et féliciter S. Exc. le Premier Ministre du Zimbabwe, M. Robert Mugabe, pour la façon exemplaire dont il a présidé cette conférence et pour sa contribution constructive, reflétée dans les décisions et recommandations de cette conférence.

Nous aurions aimé que l'Organisation des Nations Unies entamât la cinquième décennie de son existence dans un monde qui soit à l'abri de l'injustice, des tensions, des conflits, de la pauvreté et de la faim; mais un regard rapide jeté sur le globe suffit à nous remplir d'inquiétude et à anéantir nos espoirs. Mais cela ne signifie pas qu'il faille oublier que l'Organisation des Nations Unies a réussi à résoudre un certain nombre de problèmes qui se posaient déjà depuis quelques décennies, et à défendre le droit de bon nombre de peuples à disposer de leur destin. Nous devons néanmoins noter les échecs qu'elle a essuyés dans certains domaines, politiques notamment, mais il serait injuste de l'en blâmer seule car sa capacité de résoudre efficacement ces problèmes est proportionnelle au rapport des forces qui existent en son sein. Elle puise sa force dans les mouvements de sympathie des Etats Membres, en général, et des superpuissances, en particulier.

L'une des questions éternelles est la question de la Palestine que l'on connaît sous le vocable politique moderne de crise du Moyen-Orient. Trente-huit années se sont écoulées depuis que le peuple palestinien s'est vu privé de son droit à l'autodétermination, à la création d'un Etat indépendant sur le sol de sa patrie comme d'autres peuples dans le monde ont acquis leur droit à accéder à l'indépendance.

Cette question ne manque jamais de figurer à l'ordre du jour de toutes les sessions de l'Assemblée générale ou de ceux de ses organes subsidiaires. Le fait que cette question soit restée sans solution, en dépit des nombreuses résolutions de cette organisation, est la preuve certaine du succès de certains Etats qui ont dépouillé l'Organisation des Nations Unies de son rôle et de sa raison d'être.

M. Basendwah (Yémen)

Aucune question n'est plus juste et digne de notre attention et d'une solution que celle-ci, vu spécialement la clarté avec laquelle on peut déterminer de quel côté est le droit. Alors que les Nations Unies ne peuvent corriger l'injustice subie par le peuple persécuté de la Palestine et acceptent que l'agresseur, Israël, soit l'un de ses Membres, et se livre au saccage, défie son prestige, ignore cyniquement ses résolutions, nul doute que les peuples aient perdu leur confiance dans les Nations Unies et les ridiculisent. Si la crise au Moyen-Orient est une scène de conflits perpétuels et un foyer de tensions internationales, c'est parce que la question de la Palestine, qui est, comme nous l'avons déjà déclaré, au coeur du problème de la région, demeure encore un résultat.

Mais comment trouver une solution juste à ce problème? Comment trouver une solution juste au conflit alors qu'Israël persiste dans son agression et son arrogance, occupant la Palestine et les territoires arabes environnants, défiant les Nations Unies et l'ensemble de la communauté internationale, sans scrupule et sans honte. Comment pouvons-nous espérer qu'Israël renonce à sa politique d'agression, à son arrogance et à la pratique du terrorisme tant qu'il continuera de recevoir toutes sortes d'aide et d'encouragement de la part d'une grande puissance internationale, les Etats-Unis d'Amérique.

Il est certain que le fait que la question de Palestine soit restée sans solution juste depuis une quarantaine d'années est une insulte à l'humanité et la preuve de l'échec des Nations Unies à jouer son rôle et de s'acquitter de ses devoirs. Tout le monde sait qu'Israël est responsable de l'échec de tous les efforts et de toutes les tentatives collectifs et individuels visant à régler cette question.

Même s'il y a quasi-unanimité sur la question de réunir une conférence internationale, sous l'égide des Nations Unies et avec la participation des Membres permanents du Conseil de sécurité et de toutes les parties au conflit israélo-arabe, ceux qui font obstacle à cette conférence et qui empêchent une telle réunion sont Israël et son allié, les Etats-Unis. Cela prouve qu'Israël rejette la paix. Mais si Israël veut imposer la paix de la capitulation, il se trompe. Et pourquoi Israël insiste-t-il sur ce genre de paix en rejetant une paix reposant sur le droit et la justice? Quoi qu'il en soit, la réunion d'une conférence internationale sous l'égide des Nations Unies, avec la participation des Nations Unies et celle de toutes les parties concernées, et particulièrement de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), seul représentant légitime du

M. Basendwah (Yémen)

peuple palestinien et la participation des cinq Etats membres permanents du Conseil de sécurité, demeure à notre avis le cadre et la formule appropriés pour résoudre la question de la Palestine et le problème du Moyen-Orient, permettant ainsi l'instauration d'une paix juste et durable dans cette partie du monde.

Peut-être Israël entretient-il l'illusion que son occupation de la Palestine et des hauteurs du Golan et de certaines parties du Liban devient avec le temps un fait accompli, acquérant par le fait même une légitimité internationale. Si c'est le cas, Israël ne devrait pas oublier que le colonialisme occidental, face à la lutte des peuples, a dû quitter plusieurs pays après une occupation qui, dans plusieurs cas, avait duré plus d'un siècle. Ainsi, l'occupation des territoires arabes en Palestine, au Liban ou en Syrie ne connaîtra pas un meilleur sort que le colonialisme occidental par le passé.

Il est grand temps que notre nation arabe mette, rapidement et de façon définitive, un terme à toutes ses souffrances qui durent depuis l'implantation d'Israël au coeur de la patrie arabe. Les actes d'agression et les crimes commis par l'entité sioniste au cours des 30 dernières années suffisent à prouver même à ses partisans les plus fervents, notamment les Etats-Unis, le caractère agressif de cette entité parasite, son arrogance et sa folie. Mais ceux qui lui sont favorables présentent ses vices comme des vertus, ses crimes comme des actes d'héroïsme.

Les Etats-Unis, en tant que grande puissance, sont appelés à reconsidérer leur position concernant Israël et d'évaluer leurs politiques de façon à jouer leur rôle, avec les autres puissances internationales, qui consiste à rétablir la justice et à trouver une solution juste à la question de Palestine et à la crise du Moyen-Orient, de façon à établir la paix et la justice.

Cependant, l'effort international est voué à l'échec tant que les droits inaliénables du peuple palestinien ne seront pas rétablis et que les territoires arabes occupés ne seront pas rendus à leurs ayants droit.

Les Etats arabes ont démontré leur sincérité et leur volonté de rétablir une paix juste dans la région par leur initiative qui est reflétée par les décisions du douzième Sommet de Fez, et ils ont réaffirmé cette position lors du Sommet d'urgence tenu en août 1985.

Même si cette initiative a reçu un appui général, Israël refuse toujours l'instauration d'une paix stable. Les Nations Unies ne devraient pas rester inactives face au rejet israélien. Elles doivent redoubler d'efforts pour imposer

M. Basendwah (Yémen)

une solution juste et durable, pour que cette région ne reste pas un foyer de tension susceptible d'exploser à tout moment.

Des preuves suffisantes de la gravité de la situation au Moyen-Orient sont données par le cycle de la violence qui va s'élargissant en englobant d'autres régions. Ceux qui s'indignent devant certains incidents individuels devraient étudier les causes des actes de terrorisme individuels pour pouvoir éliminer ce fléau car, si l'on n'avait pas toléré le terrorisme d'Israël, qui est responsable de milliers de pertes de vies innocentes, les actes de terrorisme de groupes ou d'individus ne se seraient pas produits. Nous sommes contre le terrorisme, mais la lutte contre le terrorisme doit également s'attaquer au terrorisme israélien.

Donc, ceux qui condamnent le terrorisme individuel devraient également condamner le terrorisme israélien, qui est perpétré contre les Palestiniens et contre le Liban et ce, au vu et au su de tous. Il n'y a pas de crime plus odieux que le terrorisme collectif. Il est inadmissible que certaines parties sur la scène internationale voient le terrorisme comme il a été décrit par un poète arabe : le meurtre d'une personne dans une jungle est un crime impardonnable, tandis que le meurtre d'une population est sujet de débat. Cette logique à double face n'est point acceptable.

Le terrorisme individuel, aussi haineux soit-il, ne peut être comparé, en termes de responsabilité et de résultats, avec l'esprit et les pratiques d'un Etat qui, il est regrettable, appartient à cette organisation et à d'autres. Mettre fin au terrorisme israélien et à l'occupation par Israël de la Palestine, des territoires libanais et des hauteurs du Golan, et restituer ces territoires à leurs propriétaires, mettrait également fin au phénomène du terrorisme individuel, qui est considéré comme le résultat de la négation de la justice et la prédominance de la loi de la force, de l'usurpation et de l'agression.

Il est vraiment regrettable que le début de notre session coïncide avec la septième année de la longue guerre sanglante entre l'Iran et l'Iraq. C'est une guerre coûteuse. Des milliers sont tombés au cours de cette guerre, en fait plus d'un million. De nombreuses installations, dans les deux pays, ont été détruites, de même que plusieurs de leurs infrastructures respectives. Mon pays, la République arabe du Yémen, qui a toujours demandé la fin de cette effusion de sang, estime que cette guerre est une absurdité et sape les capacités de deux peuples auxquels nous somme liés par les liens de la religion et du bon voisinage\*.

---

\* Le Président assume la présidence.

M. Basendwah (Yémen)

Nous apprécions les efforts entrepris par le Secrétaire général, l'Organisation de la Conférence islamique et le Mouvement des non-alignés et nous nous félicitons de l'initiative prise en août dernier par l'Iraq indiquant sa volonté d'accepter un cessez-le-feu. Aussi espérons-nous que l'Iran, à son tour, adoptera une attitude positive pour répondre à cette initiative et acceptera les efforts de médiation car ces hostilités qui se poursuivent menacent toute la région et sont un danger pour la paix et la sécurité internationales.

Le monde ne devrait pas rester les bras croisés face à cette sanglante tragédie humaine. Nous demandons donc aux grandes puissances, celles qui sont en mesure de le faire, de jouer leur rôle en mettant un terme à cette guerre destructrice avant que l'étincelle ne mette sans discernement le feu aux poudres et que la guerre ne dégénère en un conflit généralisé plus destructeur encore.

Pour que soit mis fin à cette guerre tragique, il faut que les belligérants acceptent immédiatement un cessez-le-feu, le retrait de leurs armées en-deçà des frontières internationalement reconnues et la tenue de négociations directes de nature à préserver les droits légitimes de chacun, conformément au droit et aux principes internationaux. Ainsi, l'Iran doit se déclarer prêt à adhérer à tout ce qui précède et à suivre l'exemple de l'Iraq.

Pour ce qui est du problème de l'Afghanistan, qui demeure sans solution, la République arabe yéménite, tout en se félicitant que l'Union soviétique ait déclaré son intention, d'ici à la fin de l'année, de retirer sept bataillons d'Afghanistan, appuie tous les efforts et les tentatives internationaux visant à trouver une solution pacifique à ce problème par la voie de la négociation entre les parties concernées, afin de permettre au peuple afghan d'exercer son droit à la souveraineté et de choisir son système économique et social indépendamment de toute pression extérieure. Il nous semble qu'un des moyens de résoudre ce problème passe nécessairement par le retour des réfugiés dans leurs foyers, dès que possible, en même temps que par la cessation de toute forme d'ingérence étrangère.

Alors que le problème de Chypre reste toujours sans solution du fait des difficultés rencontrées lors de négociations entre les représentants des deux communautés, il est nécessaire que les Nations Unies redoublent d'efforts au plan international et de multiplier les efforts pour assurer la poursuite du dialogue entre les deux parties au différend car le dialogue est le meilleur moyen de

M. Basendwah (Yémen)

parvenir à un règlement satisfaisant garantissant pour tous la liberté de religion et la coexistence sur la base de l'égalité des droits et des devoirs à l'intérieur d'une Chypre unique.

En Afrique, l'occupation de la Namibie par le régime raciste de Pretoria est un autre grave défi pour la communauté internationale. L'Organisation des Nations Unies a pris de nombreuses résolutions décisives mais le régime de Pretoria les rejette avec arrogance et continue avec insistance d'usurper ce territoire.

Face à ce refus intransigeant du régime raciste, nous devons appuyer plus que jamais le peuple de Namibie, sous la direction de la South West Africa People's Organization (SWAPO), son seul représentant légitime. Il faut pour cela que la communauté internationale exerce des pressions de plus en plus fortes en ce qui concerne cet éternel problème afin de briser le cercle vicieux en mettant un terme à l'occupation de ce territoire par le régime raciste d'Afrique du Sud et à son hégémonie.

Les actes et les crimes commis par le régime raciste contre les Namibiens et leurs dirigeants militants vont à l'encontre des droits de l'homme les plus élémentaires et de toutes les résolutions de l'Organisation en général et notamment de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. Tant que ces résolutions ne seront pas mises en application, le peuple namibien continuera d'être la victime de la forme d'agression la plus haineuse, l'agression et l'injustice exercées contre lui par le régime raciste de l'Afrique du Sud. Bien que la communauté condamne constamment les pratiques de cet odieux régime dont la seule présence est considérée comme un affront à l'humanité, le régime continue encore de défier l'opinion publique mondiale et toutes les résolutions de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations et persiste à violer de façon flagrante toutes les lois et les règles internationales.

En Afrique australe, ce même régime continue d'appliquer l'odieux système de l'apartheid, privant la majorité indigène de tous ses droits, continuant d'exercer la domination en opprimant la résistance héroïque, recourant à toutes les formes d'humiliation, de torture et d'oppression.

Il n'est pas surprenant qu'Israël soit l'allié et le champion de ce régime. Ces deux régimes ne sont pas seulement étrangers mais également racistes et fascistes. Cela les lie dans une alliance qui n'a rien de sacré, une alliance bien

M. Basendwah (Yémen)

éloignée de la morale et des valeurs et des règles les plus fondamentales. Le fait qu'Israël soit aux côtés du régime raciste d'Afrique du Sud ne nous surprend pas. Ce qui nous surprend, c'est que des Etats qui font hypocritement l'éloge de la liberté et se considèrent comme les champions des droits de l'homme apportent leur appui à ce régime. Mais pourquoi sommes-nous surpris alors que ces mêmes Etats appuient Israël, le premier allié du régime de Prétoria?

Ma délégation voudrait dire également combien elle est satisfaite que le peuple coréen, tant au nord qu'au sud, aspire à la réunification et elle espère que cet objectif louable sera atteint pacifiquement et démocratiquement, indépendamment de toutes pressions extérieures.

Alors que mon pays se réjouit grandement du retour à la démocratie de certains pays latino-américains, il suit avec beaucoup d'inquiétude les nouvelles relatives aux conflits armés actuellement en cours en Amérique centrale. Nous sommes fermement convaincus que la solution de ces problèmes exige des parties concernées qu'elles recourent au dialogue et à des moyens pacifiques afin de dégager une formule qui garantisse le droit à l'autodétermination de chacun des peuples de la région et leur droit de choisir le type de régime pour lequel ils veulent opter indépendamment de toute pression étrangère.

Le fait qu'il n'y ait pas de changement dans les actuelles relations économiques internationales reste l'une des principales causes de tension dans notre monde car cela contribue sans cesse à creuser davantage le fossé qui sépare les pays en développement des pays développés. Etant donné que les pays développés considèrent les pays en développement comme des marchés ouverts à leurs produits manufacturés et non comme des partenaires, le fait qu'il n'y ait pas de parité de part et d'autre ne pourra contribuer qu'à rendre les pauvres encore plus pauvres et les riches encore plus riches.

En plus des risques qu'entraîne une situation économique internationale injuste, la multiplication des phénomènes négatifs dans l'économie internationale, telles la fluctuation des monnaies et la diminution des prix des produits de base, a aggravé la crise économique que traversent de nombreux pays en développement. Cela s'est traduit par la récession du commerce international et les difficultés auxquelles sont confrontés certains pays débiteurs. Si la situation reste inchangée, ou bien les risques deviendront plus grands, ou bien seule la partie

M. Basendwah (Yémen)

émergée de l'iceberg restera visible. A moins que les Etats du nord ne soient sérieux dans leur dialogue avec le sud, ceci pourrait conduire le monde à une catastrophe économique qui ne serait pas circonscrite aux pays en développement mais qui toucherait naturellement aussi les pays développés eux-mêmes et se traduirait par la récession de leur industrie, de leurs produits et de leur économie.

Afin d'augmenter le niveau de vie dans le monde, il faut que disparaisse toute forme d'exploitation dans les relations économiques internationales, afin d'instaurer un ordre économique international fondé sur l'interdépendance, car l'injustice dont sont victimes les pays en développement dans leurs relations commerciales avec les pays développés a des incidences sur leur propre peuple, ce qui a fait surgir de nouveaux problèmes politiques en de nombreux points du monde. La coexistence pacifique entre les différentes nations du monde passe par des relations chaleureuses entre eux sur la base d'une interdépendance économique, sinon par la communauté de ces intérêts.

Tout espoir de reprise économique mondiale restera illusoire si la confiance n'est pas rétablie dans les relations entre les diverses parties. De même, les fortunes accumulées par certains - qui sont à l'origine de leur développement - ne devraient pas bénéficier à quelques-uns au détriment de tous les autres.

M. Basendwah (Yémen)

Le choix de la démocratie est irréversible. Les élections générales récentes ont élargi la Conférence générale des peuples et l'élection subséquente des députés au Comité permanent a renforcé la ferme résolution de notre leadership national, sous la présidence du colonel Ali Abdallah Salih, dans nos efforts visant à poursuivre la transition au régime démocratique. Etant donné que l'unité du Yémen est le plus noble des objectifs de nos peuples, notre leadership national ne manque jamais d'affirmer son attachement à cet objectif. Nous oeuvrons toujours aux côtés de nos frères vivant dans la partie sud du Yémen afin de réaliser cet objectif le plus tôt possible.

Enfin, je réitère mon appel aux Nations Unies leur demandant de redoubler leurs efforts pour régler tous les problèmes, notamment les questions de la Palestine, du Moyen-Orient, de l'Afrique du Sud et de la Namibie, pour que ces questions ne restent pas éternellement inscrites à l'ordre du jour des diverses sessions de l'Assemblée générale, comme cela a été le cas depuis des années, voire des décennies, et pour que cette organisation puisse retrouver son prestige et sa crédibilité devant tous les peuples et nations.

En terminant, je prie Dieu de guider l'Assemblée dans l'accomplissement de sa tâche.

ALLOCUTION DE S. EXC. M. ALSADIG AL-MAHDI, PREMIER MINISTRE DE LA REPUBLIQUE DU SOUDAN

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre la déclaration du Premier Ministre et Ministre de la défense de la République du Soudan, M. Alsadig Al-Mahdi.

M. Alsadig Al-Mahdi, premier ministre de la République du Soudan, est escorté à la tribune.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je suis heureux de souhaiter la bienvenue au Premier Ministre et Ministre de la défense de la République du Soudan, S. Exc. M. Alsadig Al-Mahdi. Je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

M. AL-MAHDI (Soudan) (interprétation de l'arabe) : Monsieur le Président, nous vous félicitons sincèrement à l'occasion de votre élection à la présidence de la quarante et unième session de l'Assemblée générale. Nous voudrions également remercier votre prédécesseur pour la façon dont il a dirigé les travaux de la session précédente.

M. Al-Mahdi (Soudan)

Je prends aujourd'hui la parole devant l'Assemblée au nom du peuple soudanais, qui a connu des années de misères et de difficultés sous la domination d'un tyran qui a imposé une politique nationale d'oppression et une politique étrangère soumise aux influences extérieures, suscitant chez les Soudanais tristesse et morosité. La liberté d'expression au Soudan était alors tabou; la liberté individuelle était totalement inexistante et le citoyen était soumis à l'emprisonnement, à la mort et à l'amputation de membres, tout cela au nom de la religion. Il s'agissait, en fait, de la déformation des principes d'une religion qui fixe des moyens de prévenir le crime avant d'appliquer le châtement et qui considère les facteurs sociaux comme des circonstances atténuantes. C'est une religion à vocation totalisante qui concède des droits avant d'imposer un châtement. Durant l'ère de ce régime despotique, le Soudan a continué d'être la source de tristes événements, découlant d'une part d'actes commis par l'homme et, d'autre part, de catastrophes naturelles comme la sécheresse, la désertification et la famine.

Aujourd'hui, je suis porteur d'une bonne nouvelle à l'Assemblée et à la communauté internationale. En effet, il n'y a plus de sécheresse et le pays peut maintenant nourrir ses habitants avec ses propres ressources. En outre, dans le contexte de la volonté humaine, notre noble peuple s'est soulevé pour la seconde fois en l'espace d'une génération pour renverser le régime despotique grâce à une révolution populaire soutenue par les forces armées, mettant fin ainsi à la tyrannie sans pertes de vies humaines ou dégâts matériels. Un régime civil et militaire de transition a été établi sur la base de la réconciliation nationale et pour une durée d'un an qui s'est terminé par la tenue d'élections générales libres dans 90 p. 100 du pays, et les 10 p. 100 d'absentéisme sont dus à des raisons de sécurité. Après les élections, un gouvernement a été établi et appuyé par 80 p. 100 des membres de l'Assemblée constituante et par 90 p. 100 des électeurs. C'est un gouvernement qui puise sa force dans le peuple.

La nouvelle démocratie au Soudan garantit les droits et libertés fondamentaux, l'indépendance du pouvoir judiciaire ainsi que la liberté de religion. Elle a fait plus que d'accorder des droits politiques et la liberté d'expression pour réaliser un équilibre régional et ethnique dans l'exercice du pouvoir. Son objectif est maintenant de réaliser un équilibre économique régional de façon que la démocratie politique s'accompagne d'une démocratie économique et sociale.

M. Al-Mahdi (Soudan)

Ce nouveau Soudan est conscient de ne pas sourdre du vide et est conscient d'appartenir à un contexte islamique, arabe et africain. Le nouveau Soudan maintiendra ces liens tandis qu'il favorisera un climat ouvert à de nouvelles expériences humaines ainsi qu'aux réalisations intellectuelles, politiques, sociales, économiques et techniques. Le Soudan a maintenant terminé la création d'institutions politiques qui reflètent sa nouvelle orientation. Nous avons lancé un nouveau plan économique national général qui doit permettre d'atteindre un développement suivant des objectifs sociaux équitables. Ce nouveau plan mettra fin à la dépendance économique dont mon pays a été victime de façon que le Soudan puisse maintenant compter sur ses propres capacités. Notre plan de développement sera l'oeuvre du savoir-faire humain, puisque grâce à ce plan on corrigera les insuffisances accumulées au cours des années écoulées et améliorera ainsi les conditions de vie de ses habitants.

M. Al-Mahdi (Soudan)

L'engagement démocratique nous oblige à respecter le principe du règlement pacifique des différends, à éviter les opérations militaires, et à ne recourir aux armes qu'en cas de légitime défense.

Les dictatures ont recours aux opérations militaires pour détourner l'attention de leurs populations de leur triste sort et pour atteindre des gloires illusoires, contrairement aux systèmes démocratiques populaires qui sont responsables de leurs actes et qui propagent leurs idéaux par le dialogue et la persuasion. L'expérience soudanaise nous enseigne que les régimes dictatoriaux représentent pour leurs populations nombre de fardeaux. Sur le plan psychologique et politique, ils nuisent par leurs politiques de prestige, de répression et de dégradation; aux plans économique et militaire, par le gaspillage et la mauvaise gestion des ressources nationales et par le coût de leurs affrontements à l'intérieur du pays et leur aventurisme à l'extérieur. L'expérience soudanaise nous apprend également que les systèmes politiques fondés sur la liberté de choix et attachés aux principes de justice sociale sont les plus appropriés à assurer la dignité et la stabilité de l'homme ainsi qu'à réaliser la paix à l'intérieur du pays et à l'extérieur.

Ce système soudanais prometteur a mis fin aux funestes événements qui se sont déroulés au Soudan et qui a ouvert un nouveau chapitre qui a galvanisé le peuple soudanais et qui lui permet d'espérer. Néanmoins, sa voie est semée d'obstacles qui risquent de l'entraîner de nouveau sur la voie du chaos et de l'hégémonie. Parmi ces obstacles, il y en a quatre sur lesquels je m'attarderai en raison de leur importance et du fait que la communauté internationale a un rôle crucial à jouer pour les surmonter.

En premier lieu, il y a le problème de la désertification. De nombreux facteurs humains ont contribué à l'avancée du désert dans mon pays. Des pratiques agricoles erronées, le déboisement, l'absence de surveillance, des incendies dans les zones rurales, le mépris de la protection de l'environnement et de la végétation et d'autres carences administratives se sont conjugués aux facteurs naturels nationaux, régionaux et continentaux pour provoquer une désertification annuelle de 10 kilomètres. Au Soudan, nous attachons la plus grande importance à ce problème et nous chercherons à sensibiliser la population à ce sujet et à mettre au point des plans permettant de lutter contre la désertification et de protéger les ressources naturelles qui sont le patrimoine des générations actuelles et futures.

M. Al-Mahdi (Soudan)

Toutefois, pour lutter contre ce processus de désertification, il faut que des efforts soient entrepris aux niveaux national, régional et international en vue d'en examiner les causes et de mettre au point un plan permettant d'y remédier, et de prévoir les moyens techniques, financiers et administratifs nécessaires à cet effet. A cet égard, nous tenons à rendre hommage à l'Organisation des Nations Unies pour les efforts qu'elle a déployés et nous demandons que de nouveaux efforts soient entrepris pour que ne soit pas perdue cette richesse irremplaçable et précieuse.

Deuxièmement, le Soudan a adopté une politique d'hospitalité à l'égard des réfugiés qui franchissent ses frontières à l'est, à l'ouest et au sud; leur nombre est en augmentation considérable et atteint maintenant plus de 10 p. 100 de la population soudanaise. Ces populations considérables imposent un fardeau important au Soudan dont certains éléments sont visibles et quantifiables alors que d'autres ne le sont pas.

Le Soudan est attaché au principe de non-ingérence dans les affaires intérieures de ses voisins et souhaiterait que les réfugiés retournent volontairement dans leur patrie d'origine; à cette fin, le Soudan n'épargnera aucun effort pour trouver la voie de la réconciliation nationale et assurer leur rapatriement volontaire. Toutefois, tant que cet objectif ne sera pas atteint, il faudra contrôler la présence des réfugiés au Soudan de façon à ce que leurs conditions de vie et leur sécurité soient assurées et afin que des services d'éducation et de santé leur soient accordés tout en veillant à ce que leur présence n'ait pas de répercussions néfastes sur la vie et la sécurité de la population soudanaise.

Les moyens nécessaires de planification ainsi que les moyens financiers, techniques et administratifs permettant d'atteindre les objectifs que je viens d'énoncer ne devraient pas provenir uniquement des ressources du Soudan; la communauté internationale doit par conséquent jouer son rôle, sinon l'expérience soudanaise échouera.

Une mission pluridisciplinaire des Nations Unies s'est rendue au Soudan pour examiner le problème des réfugiés et elle a présenté un rapport dont nous sommes satisfaits dans l'ensemble. Compte tenu de ce rapport, nous demandons que les efforts soient renforcés pour résoudre les problèmes des réfugiés au Soudan et pour

M. Al-Mahdi (Soudan)

apporter un soutien à l'économie soudanaise en éliminant les répercussions fâcheuses dues à la présence des réfugiés. Nous lançons un appel à la communauté internationale pour que celle-ci mette à notre disposition les ressources financières et techniques nécessaires à la réalisation de cet objectif.

M. Al-Mahdi (Soudan)

Le troisième problème est celui de la dette extérieure qui a augmenté sous le régime inconstitutionnel qui était au pouvoir et qui représente aujourd'hui plus du double du produit national brut. Le service de la dette dépasse de beaucoup nos recettes d'exportation annuelle. Est-il donc raisonnable, dans ces conditions, de demander au Soudan de payer ses dettes alors que ses infrastructures et ses mécanismes de production ont été sabotés et sa réputation entamée? Ainsi, le Soudan qui était autrefois relativement prospère est devenu complètement tributaire de la charité.

La première chose que nous allons faire c'est revoir le volume et les causes de cette dette extérieure afin de savoir ce qui est légitime et ce qui ne l'est pas. Toutefois, nous ne pourrons pas régler cette dette extérieure selon la base commerciale habituelle, mais nous donnerons la priorité aux moyens d'existence du peuple soudanais, aux services qu'il est en droit de recevoir et au développement qui lui est nécessaire. Ce sont là des priorités que personne ne peut nous demander de méconnaître, mais compte tenu de celles-ci, nous mettrons de côté un certain pourcentage de nos recettes d'exportation pour rembourser notre dette extérieure, après le processus de révision.

En outre, tout en respectant cet engagement, nous continuerons d'exhorter les pays riches créanciers à comprendre les raisons qui ont conduit à ces dettes, notamment au Soudan, qui a connu de lourdes pertes humaines et matérielles au cours des 16 ans qu'a duré la répression et la pagaille. Il est légitime que nous remboursons cette dette, mais est-ce un devoir du point de vue de la justice? Nous continuerons de demander aux pays riches de suivre l'exemple du Canada et de l'Italie, qui ont pris des mesures afin d'atténuer le fardeau de la dette, soit en la gelant, soit en la passant aux profits et pertes. De telles mesures doivent s'accompagner de réformes économiques et politiques qui permettent d'améliorer le niveau de vie des couches sociales défavorisées.

Le quatrième problème est celui de la rébellion dans certaines parties du Soudan méridional. Il y a des facteurs objectifs et internes qui créent des tensions entre le nord et le sud du pays, dont le plus important est celui de la diversité religieuse et ethnique. Il ne faut pas oublier non plus la disparité des niveaux de développement économique et social.

M. Al-Mahdi (Soudan)

Ces facteurs objectifs ont été rendus plus complexes encore par des facteurs historiques et d'autres créés par le colonialisme, lorsqu'il a adopté ce qu'il a appelé la politique du sud entre 1918 et 1948. Cette politique a en fait modifié l'aspect des anciens conflits.

Après l'indépendance, on a assisté, notamment au nord du Soudan, à l'apparition d'un mouvement de renaissance arabe nationale et à une renaissance islamique. Au cours de cette période, une partie de la population du sud a davantage pris conscience de son identité africaine et chrétienne, du fait qu'elle ne pouvait pas participer à la vie publique et qu'elle avait un niveau de vie inférieur. Tous ces facteurs ont abouti à la naissance, au nord et au sud, de courants politiques et culturels opposés.

Sous le régime autoritaire, les décisions du Congrès de toutes les parties soudanaises, résultant de la signature de l'Accord de 1972, qui permettait la réconciliation nécessaire et de tenir compte des caractéristiques du sud, ont été appliquées. Mais, ce même régime autocratique est alors revenu sur ses propres convictions et a dicté au sud des politiques qui réduisaient l'Accord à néant et qui a sapé davantage encore les spécificités du sud lorsqu'il a introduit ce qu'il a appelé les lois islamiques qui, en fait, n'étaient rien d'autre qu'une tentative diabolique de consolider sa nature autoritaire et d'intimider tous ses opposants, qu'ils soient musulmans, chrétiens ou autres, au nom de l'Islam. La population méridionale s'est opposée à cette politique qu'elle considère comme un exemple flagrant du mépris du Gouvernement à l'égard de l'accord de paix, des persécutions religieuses et de l'oppression.

Tout en étant pleinement conscient de l'ampleur du problème, le Gouvernement actuel du Soudan a demandé la convocation d'une conférence constitutionnelle nationale pour examiner sérieusement ces problèmes ainsi que tous les problèmes qui existent dans le pays, afin de parvenir, par le dialogue, à un accord qui pourrait servir de base juste et acceptable pour résoudre les problèmes suivants : premièrement, les problèmes religieux et politiques de manière à satisfaire les aspirations des musulmans, des chrétiens et des autres dans le cadre d'un système constitutionnel et politique démocratique et moderne; deuxièmement, le problème de l'identité nationale et de la diversité culturelle et ethnique de façon à

M. Al-Mahdi (Soudan)

définir les diverses identités et à trouver un moyen de coexistence; troisièmement, le problème de la participation sur un pied d'égalité à la vie politique et publique de façon à ce que la majorité respecte les droits régionaux et ethniques dans le cadre d'une formule équitable; et, quatrièmement, celui d'un développement économique fondé sur une répartition équitable des richesses, du service public et des chances de développement.

Ces quatre points illustrent les causes objectives et internes de la question du sud du Soudan.

Ces problèmes ne sont pas particuliers au Soudan.

M. Al-Mahdi (Soudan)

Bien que le Soudan soit au nombre des pays qui sont confrontés aux problèmes que suscitent une structure d'unité nationale fragile et démodée, les perturbations de la modernisation, et les complexités de la prise de conscience accrue de leurs origines et de leurs racines, il est unique dans le fait qu'il a reconnu et admis ses propres problèmes et a montré qu'il était résolu à les résoudre par le dialogue politique.

Le mouvement insurrectionnel qui cause actuellement des dommages dans certaines parties de la région et qui met en danger la vie de personnes innocentes, est pleinement conscient des intentions pacifiques et conciliatrices du Gouvernement. Il l'a manifesté ouvertement dans une déclaration publique du 14 août 1986. Mais en dépit de tout cela, le mouvement insurrectionnel a décidé d'accroître ses activités terroristes contre les civils, les personnes âgées, les femmes et les enfants. L'acte terroriste le plus odieux a été la destruction d'un avion civil qui a entraîné la mort des 60 passagers.

La nature terroriste de ce mouvement n'a pas besoin de preuve. Ses actes et ses déclarations parlent d'eux-mêmes. Ce qu'il faut prouver, c'est son inaptitude à prendre des décisions indépendantes et son asservissement à l'hégémonie d'un pays étranger qui l'utilise pour ses propres intérêts.

Par nos propres contacts et nos discussions, il est apparu clairement qu'un accord n'était possible avec ce mouvement que s'il parvenait à se libérer de la domination de certains milieux étrangers qui l'utilisent pour freiner la reconstruction de notre pays. Ces milieux étrangers contrôlent complètement ce mouvement insurrectionnel qui se fait appeler le Mouvement de libération du peuple soudanais (SPLM), lui offrent l'hospitalité, facilitent le recrutement des troupes, l'armement, l'entraînent, lui procurent une station de radio à des fins de propagande et pour relayer des instructions à ses troupes, et lui fournissent également des rations, des fournitures, un appui logistique et des facilités de transport.

Les dimensions internes et les causes de ce conflit peuvent être examinées par les parties soudanaises en conflit et elles ne demandent pas par conséquent un débat ou une participation de la part des Nations Unies. Mais ce mouvement rebelle a perdu son caractère, il est devenu un instrument terroriste de l'agent étranger. Il est nécessaire, à ce stade, que les Nations Unies soient bien conscientes des réalités de la situation dont nous avons déjà saisi l'Organisation de l'unité africaine.

M. Al-Mahdi (Soudan)

Le nouveau Soudan démocratique trouve son inspiration dans son passé et se tourne avec espoir vers l'avenir. Il désire construire une nation sur le plan intérieur et une paix équitable sur le plan extérieur. Il est résolu à surmonter tous les obstacles. Nous demandons à la communauté internationale de jouer son rôle en créant un environnement international favorable fondé sur la coopération et la non-agression.

De nombreuses questions préoccupent la communauté internationale mais je voudrais attirer votre attention sur cinq d'entre elles parmi les plus importantes :

Premièrement, les Nations Unies. Les Nations Unies sont la seule instance internationale où tous les Etats Membres se réunissent sur un pied d'égalité pour échanger des opinions, comparer leurs expériences et résoudre les conflits par des moyens pacifiques. L'Organisation a joué, avec ses institutions spécialisées, un rôle considérable dans le maintien de la paix et la promotion de la coopération économique et technique internationale.

Les Membres de l'Organisation des Nations Unies se sont accrus rapidement au cours des 40 dernières années. Ses organes et ses commissions se sont multipliés. Cette expansion a eu une influence négative sur l'utilisation efficace de ses ressources et sur sa capacité à coordonner ses multiples activités qui, parfois, se chevauchent. Il est devenu nécessaire maintenant d'étudier les carences administratives et financières de l'Organisation en vue d'établir un plan global permettant d'améliorer son fonctionnement administratif et financier dans l'esprit des recommandations du Groupe d'experts intergouvernementaux.

Compte tenu de l'expérience des 40 dernières années, la Charte des Nations Unies devrait être révisée afin d'inclure de nouvelles dispositions telles que des droits économiques, la protection de l'environnement et de l'espace extra-atmosphérique et en particulier le renforcement des moyens permettant de maintenir efficacement la paix et la sécurité. Dans ce contexte, nous pensons que le nombre des membres permanents du Conseil de sécurité devrait être accru de façon à donner un siège à chacun des groupes régionaux et que l'Assemblée générale devrait être habilitée à outrepasser, au-delà d'une certaine majorité, un veto du Conseil de sécurité, de façon qu'un seul membre permanent ne puisse pas paralyser l'action internationale appuyée par une majorité écrasante des Etats Membres.

M. Al-Mahdi (Soudan)

Il est regrettable que l'on ne cesse de critiquer le fonctionnement des Nations Unies que pour mettre sa valeur en doute; cette attitude offre la liquidation comme seule alternative à l'imperfection. L'attitude à adopter consiste à reconnaître les lacunes de l'Organisation, à en éliminer les causes et à faire des Nations Unies l'instrument auquel nous aspirons tous, que ce soit maintenant ou dans l'avenir.

Deuxièmement, la course aux armement. Il est devenu naturel pour l'homme d'être armé et d'être prêt sur le plan militaire. C'est une réflexion et un résultat des formes de concurrence sociales et autres. Cependant, nous en sommes arrivés à un point où non seulement les ressources humaines et autres sont gaspillées, ou l'environnement est pollué, mais où la vie humaine elle-même est menacée d'extinction. L'arrêt de la course aux armements classiques et nucléaires, que ce soit par des négociations bilatérales ou multilatérales, est donc d'une importance cruciale si l'on veut dégager les ressources nécessaires à la prospérité mondiale, à la protection de l'environnement et, surtout, aux mesures permettant d'éviter une catastrophe nucléaire.

M. Al-Mahdi (Soudan)

Un accord pour protéger l'espace l'extra-atmosphérique de la course aux armements, pour limiter et éliminer les arsenaux d'armes destructrices et pour interdire la mise au point et l'entreposage d'armes chimiques et biologiques, est un devoir pour l'humanité. La plus grande menace pour l'humanité aujourd'hui est la mise au point d'armes nucléaires hautement destructrices et leur entreposage en quantités suffisantes pour détruire le monde entier plusieurs fois, ainsi que la remise du contrôle de ces systèmes d'armes complexes à des ordinateurs. Toute personne, aussi insouciante soit-elle, sait qu'il n'y a pas de partie victorieuse dans une guerre nucléaire. La capacité nucléaire moderne est comparable à un boomerang : on ne peut pas frapper une cible sans se frapper soi-même. La peur suffit à elle seule pour empêcher que l'on ne décide délibérément d'entamer une guerre nucléaire. Mais qu'advierait-il si une erreur d'ordinateur survenait pour une raison quelconque? Il est possible qu'une guerre nucléaire soit déclenchée à la suite d'une erreur d'ordinateur et c'est là une menace que nous devrions prendre sérieusement en considération. Une étude attentive de ces dangers ainsi que des moyens de les désarmer est une responsabilité morale de la communauté internationale en général et des membres du club nucléaire en particulier. C'est dans ce contexte que nous nous félicitons du prochain sommet soviéto-américain et que nous espérons que les deux superpuissances n'épargneront aucun effort pour en faire un succès, compte tenu des grands espoirs que les peuples du monde entier placent en elles.

La troisième question est celle de l'ordre économique international. Le défi posé par le retard économique et la réalisation du développement est la responsabilité primordiale des peuples et des gouvernements des pays en développement. Rien ne peut remplacer la détermination, la mobilisation, la planification sérieuse et la gestion efficace pour atteindre un tel objectif. Mais il faut dire que, tant que les systèmes économiques, financiers et commerciaux internationaux resteront déséquilibrés et manqueront d'équité, l'environnement continuera d'être défavorable et empêchera la réalisation du développement et de la justice sociale.

Des propositions et recommandations émanant de diverses sources, notamment la Commission Brandt, ont souligné le rôle positif que les pays en développement peuvent jouer pour créer un environnement économique international favorable. Ce qu'il faut, c'est donner suite au plus vite à ces propositions.

M. Al-Mahdi (Soudan)

apporter un soutien à l'économie soudanaise en éliminant les répercussions fâcheuses dues à la présence des réfugiés. Nous lançons un appel à la communauté internationale pour que celle-ci mette à notre disposition les ressources financières et techniques nécessaires à la réalisation de cet objectif.

M. Al-Mahdi (Soudan)

Le troisième problème est celui de la dette extérieure qui a augmenté sous le régime inconstitutionnel qui était au pouvoir et qui représente aujourd'hui plus du double du produit national brut. Le service de la dette dépasse de beaucoup nos recettes d'exportation annuelle. Est-il donc raisonnable, dans ces conditions, de demander au Soudan de payer ses dettes alors que ses infrastructures et ses mécanismes de production ont été sabotés et sa réputation entamée? Ainsi, le Soudan qui était autrefois relativement prospère est devenu complètement tributaire de la charité.

La première chose que nous allons faire c'est revoir le volume et les causes de cette dette extérieure afin de savoir ce qui est légitime et ce qui ne l'est pas. Toutefois, nous ne pourrons pas régler cette dette extérieure selon la base commerciale habituelle, mais nous donnerons la priorité aux moyens d'existence du peuple soudanais, aux services qu'il est en droit de recevoir et au développement qui lui est nécessaire. Ce sont là des priorités que personne ne peut nous demander de méconnaître, mais compte tenu de celles-ci, nous mettrons de côté un certain pourcentage de nos recettes d'exportation pour rembourser notre dette extérieure, après le processus de révision.

En outre, tout en respectant cet engagement, nous continuerons d'exhorter les pays riches créanciers à comprendre les raisons qui ont conduit à ces dettes, notamment au Soudan, qui a connu de lourdes pertes humaines et matérielles au cours des 16 ans qu'a duré la répression et la pagaille. Il est légitime que nous remboursions cette dette, mais est-ce un devoir du point de vue de la justice? Nous continuerons de demander aux pays riches de suivre l'exemple du Canada et de l'Italie, qui ont pris des mesures afin d'atténuer le fardeau de la dette, soit en la gelant, soit en la passant aux profits et pertes. De telles mesures doivent s'accompagner de réformes économiques et politiques qui permettent d'améliorer le niveau de vie des couches sociales défavorisées.

Le quatrième problème est celui de la rébellion dans certaines parties du Soudan méridional. Il y a des facteurs objectifs et internes qui créent des tensions entre le nord et le sud du pays, dont le plus important est celui de la diversité religieuse et ethnique. Il ne faut pas oublier non plus la disparité des niveaux de développement économique et social.

M. Al-Mahdi (Soudan)

Ces facteurs objectifs ont été rendus plus complexes encore par des facteurs historiques et d'autres créés par le colonialisme, lorsqu'il a adopté ce qu'il a appelé la politique du sud entre 1918 et 1948. Cette politique a en fait modifié l'aspect des anciens conflits.

Après l'indépendance, on a assisté, notamment au nord du Soudan, à l'apparition d'un mouvement de renaissance arabe nationale et à une renaissance islamique. Au cours de cette période, une partie de la population du sud a davantage pris conscience de son identité africaine et chrétienne, du fait qu'elle ne pouvait pas participer à la vie publique et qu'elle avait un niveau de vie inférieur. Tous ces facteurs ont abouti à la naissance, au nord et au sud, de courants politiques et culturels opposés.

Sous le régime autoritaire, les décisions du Congrès de toutes les parties soudanaises, résultant de la signature de l'Accord de 1972, qui permettait la réconciliation nécessaire et de tenir compte des caractéristiques du sud, ont été appliquées. Mais, ce même régime autocratique est alors revenu sur ses propres convictions et a dicté au sud des politiques qui réduisaient l'Accord à néant et qui a sapé davantage encore les spécificités du sud lorsqu'il a introduit ce qu'il a appelé les lois islamiques qui, en fait, n'étaient rien d'autre qu'une tentative diabolique de consolider sa nature autoritaire et d'intimider tous ses opposants, qu'ils soient musulmans, chrétiens ou autres, au nom de l'Islam. La population méridionale s'est opposée à cette politique qu'elle considère comme un exemple flagrant du mépris du Gouvernement à l'égard de l'accord de paix, des persécutions religieuses et de l'oppression.

Tout en étant pleinement conscient de l'ampleur du problème, le Gouvernement actuel du Soudan a demandé la convocation d'une conférence constitutionnelle nationale pour examiner sérieusement ces problèmes ainsi que tous les problèmes qui existent dans le pays, afin de parvenir, par le dialogue, à un accord qui pourrait servir de base juste et acceptable pour résoudre les problèmes suivants : premièrement, les problèmes religieux et politiques de manière à satisfaire les aspirations des musulmans, des chrétiens et des autres dans le cadre d'un système constitutionnel et politique démocratique et moderne; deuxièmement, le problème de l'identité nationale et de la diversité culturelle et ethnique de façon à

M. Al-Mahdi (Soudan)

définir les diverses identités et à trouver un moyen de coexistence; troisièmement, le problème de la participation sur un pied d'égalité à la vie politique et publique de façon à ce que la majorité respecte les droits régionaux et ethniques dans le cadre d'une formule équitable; et, quatrièmement, celui d'un développement économique fondé sur une répartition équitable des richesses, du service public et des chances de développement.

Ces quatre points illustrent les causes objectives et internes de la question du sud du Soudan.

Ces problèmes ne sont pas particuliers au Soudan.

M. Al-Mahdi (Soudan)

Bien que le Soudan soit au nombre des pays qui sont confrontés aux problèmes que suscitent une structure d'unité nationale fragile et démodée, les perturbations de la modernisation, et les complexités de la prise de conscience accrue de leurs origines et de leurs racines, il est unique dans le fait qu'il a reconnu et admis ses propres problèmes et a montré qu'il était résolu à les résoudre par le dialogue politique.

Le mouvement insurrectionnel qui cause actuellement des dommages dans certaines parties de la région et qui met en danger la vie de personnes innocentes, est pleinement conscient des intentions pacifiques et conciliatrices du Gouvernement. Il l'a manifesté ouvertement dans une déclaration publique du 14 août 1986. Mais en dépit de tout cela, le mouvement insurrectionnel a décidé d'accroître ses activités terroristes contre les civils, les personnes âgées, les femmes et les enfants. L'acte terroriste le plus odieux a été la destruction d'un avion civil qui a entraîné la mort des 60 passagers.

La nature terroriste de ce mouvement n'a pas besoin de preuve. Ses actes et ses déclarations parlent d'eux-mêmes. Ce qu'il faut prouver, c'est son inaptitude à prendre des décisions indépendantes et son asservissement à l'hégémonie d'un pays étranger qui l'utilise pour ses propres intérêts.

Par nos propres contacts et nos discussions, il est apparu clairement qu'un accord n'était possible avec ce mouvement que s'il parvenait à se libérer de la domination de certains milieux étrangers qui l'utilisent pour freiner la reconstruction de notre pays. Ces milieux étrangers contrôlent complètement ce mouvement insurrectionnel qui se fait appeler le Mouvement de libération du peuple soudanais (SPIM), lui offrent l'hospitalité, facilitent le recrutement des troupes, l'armement, l'entraînent, lui procurent une station de radio à des fins de propagande et pour relayer des instructions à ses troupes, et lui fournissent également des rations, des fournitures, un appui logistique et des facilités de transport.

Les dimensions internes et les causes de ce conflit peuvent être examinées par les parties soudanaises en conflit et elles ne demandent pas par conséquent un débat ou une participation de la part des Nations Unies. Mais ce mouvement rebelle a perdu son caractère, il est devenu un instrument terroriste de l'agent étranger. Il est nécessaire, à ce stade, que les Nations Unies soient bien conscientes des réalités de la situation dont nous avons déjà saisi l'Organisation de l'unité africaine.

M. Al-Mahdi (Soudan)

Le nouveau Soudan démocratique trouve son inspiration dans son passé et se tourne avec espoir vers l'avenir. Il désire construire une nation sur le plan intérieur et une paix équitable sur le plan extérieur. Il est résolu à surmonter tous les obstacles. Nous demandons à la communauté internationale de jouer son rôle en créant un environnement international favorable fondé sur la coopération et la non-agression.

De nombreuses questions préoccupent la communauté internationale mais je voudrais attirer votre attention sur cinq d'entre elles parmi les plus importantes :

Premièrement, les Nations Unies. Les Nations Unies sont la seule instance internationale où tous les Etats Membres se réunissent sur un pied d'égalité pour échanger des opinions, comparer leurs expériences et résoudre les conflits par des moyens pacifiques. L'Organisation a joué, avec ses institutions spécialisées, un rôle considérable dans le maintien de la paix et la promotion de la coopération économique et technique internationale.

Les Membres de l'Organisation des Nations Unies se sont accrus rapidement au cours des 40 dernières années. Ses organes et ses commissions se sont multipliés. Cette expansion a eu une influence négative sur l'utilisation efficace de ses ressources et sur sa capacité à coordonner ses multiples activités qui, parfois, se chevauchent. Il est devenu nécessaire maintenant d'étudier les carences administratives et financières de l'Organisation en vue d'établir un plan global permettant d'améliorer son fonctionnement administratif et financier dans l'esprit des recommandations du Groupe d'experts intergouvernementaux.

Compte tenu de l'expérience des 40 dernières années, la Charte des Nations Unies devrait être révisée afin d'inclure de nouvelles dispositions telles que des droits économiques, la protection de l'environnement et de l'espace extra-atmosphérique et en particulier le renforcement des moyens permettant de maintenir efficacement la paix et la sécurité. Dans ce contexte, nous pensons que le nombre des membres permanents du Conseil de sécurité devrait être accru de façon à donner un siège à chacun des groupes régionaux et que l'Assemblée générale devrait être habilitée à outrepasser, au-delà d'une certaine majorité, un veto du Conseil de sécurité, de façon qu'un seul membre permanent ne puisse pas paralyser l'action internationale appuyée par une majorité écrasante des Etats Membres.

M. Al-Mahdi (Soudan)

Il est regrettable que l'on ne cesse de critiquer le fonctionnement des Nations Unies que pour mettre sa valeur en doute; cette attitude offre la liquidation comme seule alternative à l'imperfection. L'attitude à adopter consiste à reconnaître les lacunes de l'Organisation, à en éliminer les causes et à faire des Nations Unies l'instrument auquel nous aspirons tous, que ce soit maintenant ou dans l'avenir.

Deuxièmement, la course aux armement. Il est devenu naturel pour l'homme d'être armé et d'être prêt sur le plan militaire. C'est une réflexion et un résultat des formes de concurrence sociales et autres. Cependant, nous en sommes arrivés à un point où non seulement les ressources humaines et autres sont gaspillées, ou l'environnement est pollué, mais où la vie humaine elle-même est menacée d'extinction. L'arrêt de la course aux armements classiques et nucléaires, que ce soit par des négociations bilatérales ou multilatérales, est donc d'une importance cruciale si l'on veut dégager les ressources nécessaires à la prospérité mondiale, à la protection de l'environnement et, surtout, aux mesures permettant d'éviter une catastrophe nucléaire.

M. Al-Mahdi (Soudan)

Un accord pour protéger l'espace l'extra-atmosphérique de la course aux armements, pour limiter et éliminer les arsenaux d'armes destructrices et pour interdire la mise au point et l'entreposage d'armes chimiques et biologiques, est un devoir pour l'humanité. La plus grande menace pour l'humanité aujourd'hui est la mise au point d'armes nucléaires hautement destructrices et leur entreposage en quantités suffisantes pour détruire le monde entier plusieurs fois, ainsi que la remise du contrôle de ces systèmes d'armes complexes à des ordinateurs. Toute personne, aussi insouciant soit-elle, sait qu'il n'y a pas de partie victorieuse dans une guerre nucléaire. La capacité nucléaire moderne est comparable à un boomerang : on ne peut pas frapper une cible sans se frapper soi-même. La peur suffit à elle seule pour empêcher que l'on ne décide délibérément d'entamer une guerre nucléaire. Mais qu'advierait-il si une erreur d'ordinateur survenait pour une raison quelconque? Il est possible qu'une guerre nucléaire soit déclenchée à la suite d'une erreur d'ordinateur et c'est là une menace que nous devrions prendre sérieusement en considération. Une étude attentive de ces dangers ainsi que des moyens de les désarmer est une responsabilité morale de la communauté internationale en général et des membres du club nucléaire en particulier. C'est dans ce contexte que nous nous félicitons du prochain sommet soviéto-américain et que nous espérons que les deux superpuissances n'épargneront aucun effort pour en faire un succès, compte tenu des grands espoirs que les peuples du monde entier placent en elles.

La troisième question est celle de l'ordre économique international. Le défi posé par le retard économique et la réalisation du développement est la responsabilité primordiale des peuples et des gouvernements des pays en développement. Rien ne peut remplacer la détermination, la mobilisation, la planification sérieuse et la gestion efficace pour atteindre un tel objectif. Mais il faut dire que, tant que les systèmes économiques, financiers et commerciaux internationaux resteront déséquilibrés et manqueront d'équité, l'environnement continuera d'être défavorable et empêchera la réalisation du développement et de la justice sociale.

Des propositions et recommandations émanant de diverses sources, notamment la Commission Brandt, ont souligné le rôle positif que les pays en développement peuvent jouer pour créer un environnement économique international favorable. Ce qu'il faut, c'est donner suite au plus vite à ces propositions.

M. Al-Mahdi (Soudan)

De longues et utiles délibérations ont eu lieu aux Nations Unies, notamment dans le contexte de la session extraordinaire sur la situation économique critique en Afrique. De nombreux pays africains deviennent de plus en plus tributaires du financement extérieur. Des pays développés de l'Occident châtiment et sermonent les Africains alors que des pays développés de l'Est critiquent les politiques et positions de l'Ouest. Ces attitudes ne sont pas saines et n'aident pas l'Afrique. Les pays africains devraient assumer leurs responsabilités nationales et mobiliser leurs énergies et leurs capacités nationales. La communauté internationale devrait contribuer à créer un meilleur environnement économique international, un environnement caractérisé par une répartition rationnelle des ressources mondiales et une réforme des systèmes économiques, financiers et commerciaux. Pour cela, il faut que les pays développés fassent preuve d'une volonté politique en vue de créer au niveau mondial la même prospérité et la même paix sociale qu'ils ont chez eux.

Je vais parler des cinq foyers de tensions qui constituent un défi majeur pour la communauté internationale et appellent des mesures internationales sérieuses et intensives si l'on veut les résoudre et désamorcer la menace qu'ils représentent pour la paix et la sécurité.

Le premier de ces foyers se situe en Afrique - en Afrique du Sud et en Namibie. L'existence même du système d'apartheid en Afrique du Sud est un affront pour l'humanité. Il est absolument nécessaire que la communauté internationale adopte une position claire et ferme contre ce régime odieux, notamment par la prise de sanctions obligatoires globales jusqu'à ce que ce système s'effondre ou que l'on accepte de le remplacer par un système démocratique juste qui assure le gouvernement par la majorité. Dans ce contexte, nous nous félicitons des mesures prises par les gouvernements et les parlements occidentaux, les dernières étant celles qu'a adoptées le Congrès américain. Nous espérons que ces premières sanctions seront suivies d'autres et qu'elles permettront de renforcer l'efficacité des sanctions contre Pretoria.

La poursuite de l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud raciste en violation des résolutions des Nations Unies fait de ce régime une principale source de menace pour la paix et la sécurité internationales en Afrique. Elle appelle aussi une action internationale ferme en vue d'isoler le régime et de l'obliger à accepter un retrait inconditionnel de la Namibie afin de permettre au peuple de ce pays d'exercer son droit inaliénable à l'auto-détermination et à l'indépendance.

M. Al-Mahdi (Soudan)

Le deuxième foyer de tension est en Palestine et concerne la cause arabe numéro un : la cause palestinienne. Tout comme les politiques intransigeantes et agressives de l'Afrique du Sud raciste constituent une menace pour la paix mondiale, l'occupation par Israël des territoires palestiniens et arabes et son déni de leur droit légitime aux Palestiniens représentent une menace semblable pour la paix du monde. Une paix juste et durable ne peut être réalisée que si l'on reconnaît pleinement le droit des Palestiniens à l'autodétermination, à retourner dans leur territoire et à créer leur Etat indépendant sur leur territoire national. Il est évident maintenant que la seule instance convenable pour rechercher une paix juste est une conférence internationale sous les auspices des Nations Unies, avec la participation des parties intéressées, notamment l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), seul représentant légitime du peuple palestinien.

M. Al-Mahdi (Soudan)

Troisième question brûlante, le problème de l'Afghanistan. Nous espérons que l'Afghanistan sera indépendant et libéré de toute présence étrangère. A cet égard, nous sommes satisfaits du retrait partiel des troupes soviétiques et espérons qu'il s'agit là d'une phase qui sera suivie d'autres. Nous sommes également heureux des pourparlers afghano-pakistanaïes et espérons que ces pourparlers permettront d'inclure les autres parties afghanes afin de faciliter la conclusion d'un règlement pacifique global. Nous nous félicitons également des efforts déployés par le Secrétaire général des Nations Unies et nous lui demandons de continuer à jouer ce rôle vital.

Quatrième foyer de tension, l'Amérique centrale. La solution de ce problème se trouve dans la vague démocratique puissante qui a déferlé sur la région. Nous espérons que cette vague s'amplifiera et sera suivie d'un arrêt de l'intervention et de l'ingérence étrangère afin que toute la région puisse bénéficier des fruits de la démocratie et de l'indépendance.

Cinquième foyer de tension et principal problème du monde musulman, la guerre du Golfe. Personne ne conteste que cette guerre a entraîné trop de pertes en vies humaines et trop de dégâts. Personne ne conteste que la guerre ne résoudra pas le conflit ancien qui oppose les parties belligérantes. Il faut donc tout faire pour mettre un terme aux problèmes anciens et nouveaux par des négociations pacifiques. La question essentielle est de savoir comment arrêter cette guerre. Il faut éviter que la réponse à cette question n'aboutisse à une impasse. Pour une compréhension meilleure, il faut tenir compte des points de vue des deux parties dans ce domaine. Il appartient à tous d'apporter sa contribution à l'arrêt de cette guerre : érudits musulmans et mouvements populaires islamiques ainsi que les Nations Unies. Ils doivent examiner les circonstances qui ont entraîné le début des combats, rechercher les responsabilités du déclenchement des hostilités, et évaluer les pertes et les réparations nécessaires qui permettront de résoudre pacifiquement ces questions. Tout en demandant aux érudits et aux mouvements populaires musulmans de susciter un mouvement d'opinion publique en faveur de la fin de la guerre, nous appelons également les Nations Unies à redoubler d'efforts pour mettre un terme à cette guerre qui a causé tant de pertes. Y mettre fin de manière sérieuse et juste est un devoir pour les musulmans et pour toute l'humanité.

Les Nations Unies doivent empêcher que ces foyers de tension ne s'étendent car ils constituent autant de défis graves à la communauté internationale. C'est là l'occasion pour les Nations Unies de confirmer son utilité pour la sécurité de

M. Al-Mahdi (Soudan)

l'humanité et ses aspirations à un avenir meilleur. Le nouveau Soudan est prêt avec tous les membres bienveillants de la communauté internationale à participer à la promotion des Nations Unies, à améliorer son fonctionnement pour en faire le sanctuaire de la paix et de la coopération internationale qui sont les conditions préalables à la survie de cette planète transformée par la révolution des communications et des techniques en un village où tout le monde partage le même destin.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je remercie le Premier Ministre et Ministre de la défense du Soudan pour l'importante déclaration qu'il vient de faire et je demande au chef du protocole d'escorter Son Excellence.

La séance est levée à 13 h 5.